

UNIVERSITY OF CAPE COAST



**BILINGUAL TRANSLATION**

**WEST AFRICAN MONETARY INSTITUTE (WAMI)**

**MACROECONOMIC DEVELOPMENTS AND CONVERGENCE REPORT**

**AFRIQUE DEFENSE**

**MENSUEL D'INFORMATION MILITAIRE**

**GEORGE DIAWUO APPIAH**

**2014**



UNIVERSITY OF CAPE COAST

**BILINGUAL TRANSLATION**

**(THEME)**

**WEST AFRICAN MONETARY INSTITUTE (WAMI)**

**MACROECONOMIC DEVELOPMENTS AND CONVERGENCE**

**REPORT**

**(VERSION)**

**AFRIQUE DEFENSE**

**MENSUEL D'INFORMATION MILITAIRE**

**BY**

**GEORGE DIAWUO APPIAH**

Thesis Submitted to the Department of French, Faculty of Arts, University of  
Cape Coast, in Partial Fulfilment of the Requirements for the Award of Master  
of Arts Degree in Bilingual Translation (English/French)

**FEBRUARY, 2014**







## DECLARATION

### Candidate's Declaration

I hereby declare that this thesis is the result of my own original work and that no part of it has been presented for another degree in this University or elsewhere.

Candidate's Name: GEORGE DIAWUO APPIAH

Signature: ..... Date .....

### Supervisor's Declaration

I hereby declare that the preparation and presentation of the thesis were supervised in accordance with guidelines on supervision of thesis laid down by the University of Cape Coast.

Supervisor's Name: DR. L.M. BULBER

Signature: ..... Date .....

## ABSTRACT

The work primarily centres on bilingual translation. That is, an effort to translate a source language into a target language expressing both the ideas and feelings of the writer. The two basic languages employed in the study are English and French. The documents are a report by West Africa Monetary Institute and a francophone monthly magazine on the military and defence in Africa. The essence is to make the texts available to francophone and anglophone readers to appreciate the efforts made by bilingual translators and further promote unity and co-existence.

In the process, there were such difficulties relating to semantics, thus, the problem of lexis and structure, as well as the given context and the prevailing circumstance. Appropriate methodology was therefore required to be able to overcome the challenges.

With regard to methodology, sentences are translated one after the other by sub-dividing them into units, that is, 'le découpage'. This is followed by analysis of the grammatical structure of the sentence. What we note here is 'réseaux de signification', thus, the basic meaning of the text. Paraphrasing of the original work is done for the possibility of transposition that conforms to the characteristics of the target language. This is followed among others by 'recomposition', 'étoffement' and 'adaptation'. It should however be noted that all these elements are complementary and that they are all employed in order to lay bare the ideas and feelings of the writers and thus remain faithful to the original work. It is expected that the final work would be understood by any reader who has no fore-knowledge of the source text.



## REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'a pu voir le jour que grâce à la bonne volonté de notre directeur de mémoire, Dr. L.M. Bulber pour sa direction et critique incommensurable lors de la rédaction. Nous tenons à remercier particulièrement Dr. E.K. Bakah, Chef de Département de Français. Ses petits mots d'encouragement, pourtant éloquents, nous ont soulagé pendant les périodes difficiles de notre parcours académique.

De plus, nous sommes redevable à tous les professeurs du Département de Français de l'Université de Cape Coast, surtout Prof. A.G. Britwum, Prof. D.D. Kuupole, Dr. Steve Syme, Dr. S.P. Krakue et M. O. Addo Danquah pour leurs contributions à notre formation.

Nous remercions également nos collègues, Rev. Tawiah, Michel Osom, et Langwida. Nos sincères remerciements à Kenneth Stoff, Frère Jean-Claude et Frère Robertson pour leurs efforts indispensables sans lesquels ce travail serait impossible.

Nous apprécions énormément les contributions inestimables d'une multitude de personnes de près et de loin, sur le plan tant financier, matériel et moral.

**DEDICACE**

À la mémoire de mon père, Okyeame Yaw Diawuo Appiah



## TABLE DES MATIERES

Declaration	ii
Abstract	iii
Remerciements	iv
Dédicace	v
Table des matières	vi
Aperçu des méthodes de traduction	1
West Africa Monetary institute (Thème)	7
Remarques Générales	8
Défis	12
Original Document: West African Monetary Institute	15
Translated Version – Institut Monétaire de l’Afrique de l’Ouest	39
Afrique Défense (Version)	66
Original Document : Afrique Défense – Mensuel D’Information Militaire No 154	67
Translated Version : Afrique Défense	95
Références	120



## APERCU DES THEORIES ET DES METHODES DE TRADUCTION

*Le grand Larousse de la langue française* (1971) définit la traduction comme “l’action de faire passer, de transposer d’une langue à une autre: résultat de l’action de traduire : ouvrage qui en reproduit un autre dans une autre langue différente”. Autrement dit, traduire c’est rendre un texte d’une langue source en une langue cible. La traduction, comme toute activité verbale, a pour fonction principale la communication, qui n’est pas linguistique.

De nombreuses approches ont abordé la traduction. Il y a des auteurs qui mettent l’accent sur les théories contemporaines de la traduction à savoir Woodsworth (1996), Munday (2001), Nida (1996) et beaucoup d’autres. Ils placent leurs théories dans le cadre d’une approche qui prend en compte la corrélation entre langue et culture. D’autre part, il y a des auteurs qui formulent les théories linguistiques et sociolinguistiques de la traduction. Parmi les premiers à formuler les théories linguistiques de la traduction, on peut citer Vinay et Darbelnet (1958), Mounin (1963), Catford (1965).

Il existe sans doute plusieurs approches sociolinguistiques de la traduction. Mais Nida (1969) est sans doute la plus connue. Les fondements de sa théorie de la traduction se nourrissent à plusieurs sources: linguistiques, sociolinguistiques, culturelles et surtout théologiques. Dans cette classification, il range son approche parmi les approches linguistiques, en insistant toutefois sur la dimension culturelle de son approche.

La traduction ne peut être perçue en termes purement linguistiques, aux yeux de Nida (1969:130) “Linguistic features are not the only factors which must be considered. In fact, the ‘cultural elements’ may be even more important”.

De ce fait, Nida est certainement parmi les tout premiers qui ont pris leurs distance vis-à-vis du débat entre traduction ‘littérale’ et traduction ‘libre’. Nida développe une théorie linguistique de la traduction qu’il tente d’ériger en science: “When we speak of ‘science of translating’, we are of course concerned with the descriptive science so the transference of a message from one language into another is likewise a valid subject for scientific description’ (Nida 1964:3)

Nida en conclut qu’il ne saurait y avoir de correspondance absolue entre langues. C’est bien une telle approche qui a conduit Nida à définir le processus de traduction comme suit: “Translating [which] consists in producing in the receptor language the closest natural equivalent to the message of the source language, first in meaning, and secondly in style”. (Nida 1969:12)

Par conséquent, il n’est pas réaliste de demander au destinataire de la traduction d’un texte produit dans un contexte et un espace culturellement et historiquement différents de réagir au message de la même façon que le destinataire du texte source. En effet, pour Nida et Taber (1974:5), toute communication, pour être efficace doit respecter le ‘génie’ de chaque langue.

Cette approche socio-linguistique de Nida ne tient pas suffisamment compte de la fonction de la traduction dans la culture cible qui n’est pas forcément la même que celle de la langue source.

Catford J.C. (1965) est l'un des auteurs qui formulent les théories linguistiques et sociolinguistiques de la traduction. Pour Catford, "la traduction est une opération entre langues, c'est-à-dire un processus de substitution d'un texte dans une langue par un autre texte dans une autre langue" (1965:1). Cette conception de la traduction amène Catford à poser l'équivalence comme étant au centre de la pratique et de la théorie de la traduction. Donc pour Catford, le point de vue selon lequel on transfère des sens, ou que les textes de la langue source et de la langue cible ont le même sens, est intenable. Pour lui, le sens n'est qu'une propriété d'une langue donnée. Selon Catford, la traduction peut s'avérer impossible et il distingue deux situations: l'intraduisibilité linguistique et l'intraduisibilité culturelle. Une telle attitude amène Catford à envisager le processus de traduction sous l'angle linguistique même s'il reconnaît que les différences linguistiques reflètent les différences culturelles. De toutes les théories linguistiques de la traduction, celle de Catford a rencontré le moins de succès, parce qu'elle est trop axée sur le système linguistique au lieu de l'usage qu'on en fait.

L'approche de Vinay et Darbelnet se trouve dans leur ouvrage *'Stylistique Comparée du Français et de l'Anglais (1958). – ( Comparative Stylistics of French and English. A Methodology for Translation, 1958)*. Vinay et Darbelnet tentent de développer dans leur ouvrage une approche de la traduction à partir d'une étude comparative du français et de l'anglais. Ils estiment que la traduction, le passage d'une langue A à une langue B, relève d'une discipline de nature comparative. La discipline susceptible d'expliquer le mécanisme de la traduction n'est rien d'autre que la stylistique comparée selon Vinay et

Darbelnet. La stylistique comparée est fondée sur la connaissance de deux structures linguistiques ancrées dans deux cultures qui, par nature, appréhendent la réalité de façon différente. Pour Vinay et Darbelnet, traduction et stylistique comparée sont indissociables et toute comparaison doit porter sur des données équivalentes. Il existe un lien étroit d'interdépendance entre traduction et stylistique: "The procedures of the translator and the comparative stylistician are closely linked, if in opposite senses. Comparative stylistics begins with translation to formulate its rules ; translators use the rules of comparative stylistics to carry out translations" (Vinay & Darbelnet 1995 : 5).

La traduction permet de mener des recherches sur le fonctionnement d'une langue par rapport à une autre et c'est en cela que l'étude de la traduction est une discipline auxiliaire de la linguistique (Vinay & Darbelnet 1995 : 9). Leur conception de la traduction repose sur la linguistique saussurienne qui fait la distinction entre langue et parole: '**Langue** refers to the words and expressions generally available to speakers, quite independent of the use they make of them. Once we actually speak or write, these words belong to **parole**' (Vinay et Darbelnet 1995:15, les caractères gras ont des auteurs).

L'émetteur d'un message utilise les ressources de la langue pour transmettre un message qui est personnel et imprévisible. Cependant, Vinay et Darbelnet notent que la langue nous étant donnée comporte des servitudes et des options qui sont respectivement la grammaire et la stylistique. Il appartient donc au traducteur de faire la part des choses entre ce qui est imposé au rédacteur et ce qui relève de son libre choix.



En effet, tout au long du texte, les auteurs ne cessent de répéter que le message constitue la préoccupation majeure du traducteur. La notion d'unité de traduction, malgré son originalité, reste guidée par l'importance accordée au message: "Translators ... start from the meaning and carry out all translation procedures within the semantic field. They therefore need a unit which is not exclusively defined by formal criteria, since their work involves form only at the beginning and at the end of their task. In this light, the unit that has to be identified is a unit of thought, taking into account that translators do not translate words, but ideas and feelings".(Vinay & Darbelnet 1995:21)

Toutefois, à proprement parler, une traduction idéale se sert de la fidélité, c'est-à-dire, saisir le sens et l'esprit d'un texte source pour pouvoir le rendre dans le texte cible. Le sens correspond au fond du texte, et l'esprit constitue la forme ou le style. Donc, il faut que le texte cible trahisse une sensibilité. Pour réaliser ce but, l'on doit considérer tous les éléments particuliers, à savoir, la syntaxe, le sens et la signification, l'équivalence, l'adaptation, etc.

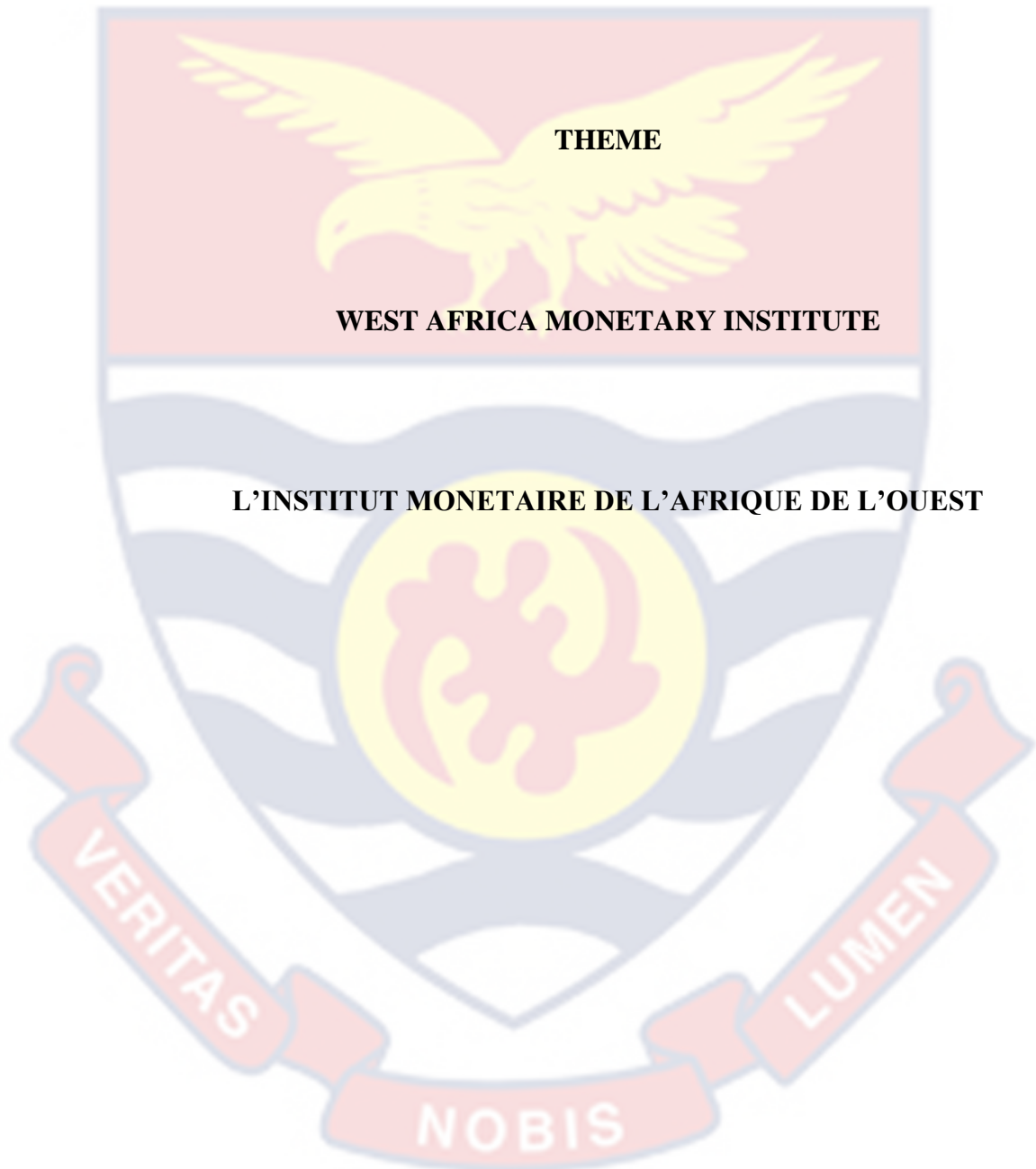
Dans la communication, le sens se dégage de l'enchaînement des mots et des phrases, chacun et chacune son apport aux autres mais bénéficiant aussi du leur. C'est la beauté et l'intérêt de la traduction d'être toujours au point de jonction où le vouloir dire de l'écrivain (locuteur) rejoint le vouloir comprendre du lecteur (interlocuteur). Selon Garnier, (1985), le sens, soit banal ou complexe, est également l'objet de la traduction ou bien le fondement même de toute acte de traduction.

Le domaine de la traduction semble d'être divisé en deux parties – ceux qui pratiquent et ceux qui théorisent. Dans tous les deux cas, la réussite de la traduction dépend de la façon dont elle satisfait le critère de base pour toute communication humaine, c'est-à-dire, la cohérence avec le principe de pertinence. (Gile, D. 1995).

Dans les rencontres interculturelles de l'ère moderne, la communication est devenue un élément quotidien de civilisation technologique. L'efficacité de cette communication repose sur l'élément grammatical et lexical, le discours socio- linguistique et la compétence stratégique du traducteur. En matière de contacts inter-culturels, les théories de la traduction pourraient laisser des traces qui peuvent devenir un héritage pour les générations à venir. (Linguisblog.com/.../translation theory).

En tant qu'un traducteur inexpérimenté, il semble naturel de s'interroger sur la nécessité d'étudier la théorie de la traduction. Est-ce la connaissance de différentes théories m'aider à devenir un bon traducteur pratiquant?

Dans ce travail particulier, le discours mis en évidence par les théories de la traduction ont soulevé notre capacité non seulement à traduire efficacement les textes mais aussi à utiliser la langue d'une manière créative et sensible.



## REMARQUES GÉNÉRALES

L'institut Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (IMAO) a été créé en 2001 sous l'arrangement de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) pour entreprendre toutes les tâches préparatoires qui mèneraient à la création d'une banque centrale commune ouest-africaine et le développement d'une politique monétaire et de taux d'échange communs. Le siège social est basé à Accra et a les états membres suivants : la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Nigéria et la Sierra Léone.

Le présent rapport évalue le niveau de convergence macro-économique atteint par les pays membres de la Zone monétaire ouest-africaine en 2001. Le rapport évalue ensuite le niveau de conformité avec les critères primaires et secondaires de convergence macro-économique et fournit des recommandations de politique qui permettraient à tous les pays membres de satisfaire aux critères de convergence fixés pour 2002.

L'évolution des prix des matières premières sur les marchés internationaux a exercé des impacts mitigés sur les économies de la ZMOA en 2000. Par exemple, les prix des matières premières en particulier le cacao, l'or et le bauxite ont baissé sur les marchés mondiaux. Le prix du pétrole a cependant augmenté au cours de l'année. Par conséquent, les pays de la ZMOA, dont le Ghana, la Guinée et la Sierra Leone ont connu l'impact négatif alors que le Nigéria a tiré profit de l'évolution positive du prix du pétrole.

En 2001, le ralentissement de l'économie mondiale affecté les pays de la ZMOA par les volumes d'exportation plus faible et les flux d'aide publique au développement. Toutefois, la croissance dans les pays de la ZMOA est restée robuste, tandis que l'inflation a nettement ralenti dans de nombreux pays grâce à des améliorations dans la gestion économique nationale. L'évaluation de la convergence macro-économique a montré que tous les pays de la ZMOA ont satisfait au critère concernant le financement de la banque centrale du déficit budgétaire, tandis que trois pays, la Gambie, la Guinée et la Sierra Leone ont satisfait au critère de maintenir l'inflation à un niveau à chiffre unique.

Les principaux axes de la politique macro-économique ont été la prudence budgétaire, la viabilité de la dette, et le développement significatif du secteur social, en particulier dans l'agriculture, l'éducation et la santé. La politique budgétaire a également été ciblée sur l'amélioration de la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses. Une fois encore, l'approche politique a cherché à réaliser une croissance économique en augmentant le taux de croissance du PIB réel, créant un environnement favorable aux activités du secteur privé, réduisant le chômage et le niveau de pauvreté. Surtout, la politique visant à assurer la sécurité nationale, le maintien de l'ordre public, l'amélioration de l'infrastructure de base sociale et physique, et le renforcement des capacités.

Une évaluation proactive des performances en 2001 sur la base cible d'inflation montre que les performances de la plupart des pays en 2001 laisse bien à désirer en vue des objectifs de convergence. Le Nigéria et la Sierra Léone satisfont deux critères chacun, tandis que le Ghana et la Gambie

satisfont chacun un critère. Les positions du Ghana et de la Sierra Léone restent inchangées, indiquant la nécessité de soutenir leurs efforts actuels. Le Nigéria et la Gambie enregistrent une baisse de performance, indiquant la possibilité que les mesures politiques actuelles ne peuvent pas supporter chacun de ces pays à parvenir à la convergence souhaitée en 2003. Le Nigéria et la Gambie devraient donc revoir leurs cadres politiques pour pouvoir parvenir à une convergence soutenue.

Les gouvernements des pays de la zone monétaire ouest-africaine confirment leurs objectifs de politique économique pour l'année 2002 dans leurs déclarations budgétaires respectives. Bien que de nombreuses pays affirment leur attachement à la stabilité macro-économique, il est nécessaire de tracer des stratégies plus robustes pour atteindre les objectifs formulés dans les délais de la ZMAO.

On relève cependant que la notion de prudence budgétaire peut masquer une frilosité de la part des décideurs ouest-africains. D'autre part, nos décideurs en Afrique sont en général des exécutants de stratégies pensées et conçues dans les pays développés. Pire, les prix des matières premières sont fixés par les acheteurs. Face à de telles réalités, il convient de se demander si les « loups » de l'économie mondiale, aideront jamais les « agneaux » africains à s'enfuir.

Le rapport est à l'origine en anglais et sa traduction en langue française facilitera sa disponibilité pour les étudiants en français ainsi que des économistes dans les pays francophones en particulier ceux de la sous-région. Apparemment, cela les mettrait au courant des évolutions macro-économiques

et les politiques de convergences pour la sous-région. Encore une fois, ils apprécieront les efforts déployés par l'IMAO ainsi que les étudiants qui sont en traduction bilingue.

Nous avons affaire dans le texte à un essai, en matière de genre. Il ne fait alors que transmettre des idées. Il se situe dans le domaine de l'économie politique. Le style d'écriture est assez particulier, puisque le vocabulaire employé est souvent technique relevant de celui des développements macro-économiques.



## LES DÉFIS

### THEME

- *the severe terms of trade shock* : les secousses sévères du choc commercial
- *the thrust of the fiscal programme* : l'orientation du programme fiscal
- *broad money growth rate* : le taux général de croissance de l'argent
- *to pursue fiscal sustainability* : poursuivre la viabilité budgétaire
- *to neutralize the expansionary fiscal stance* : neutraliser la politique budgétaire expansionniste
- *simplified tariff regime* : un régime tarifaire plus libéralisé
- *to minimize the bottlenecks to production* : minimiser les goulots d'étranglement à la production
- *inter-bank foreign exchange market* : marchés interbancaires des changes
- *a short-term liquidity forecasting model* : un modèle de prévision de liquidité à court terme.
- *the growth of broad money* : la croissance monétaire au sens large
- *liquidity overhang* : surliquidité
- *pre-shipment inspection scheme* : régime d'inspection avant expédition



- *to pre-empt a reversal of previous gains* : prévenir une inversion des gains précédents
- *using unprogrammed divestiture receipts and HIPC debt relief* : à l'aide du produit des cessions non-programmées et l'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE)
- *containment of indebtedness of parastatals* : confinement de l'endettement des entreprises parapubliques
- *implement the computerization of customs transactions* : mettre en oeuvre l'informatisation des opérations douanières
- *reduced to sustainable levels over the medium term* : réduit à des niveaux durables à moyen terme
- *internal balance was threatened as inflation edged upwards* : l'équilibre interne a été menacé alors que l'inflation a enregistré une légère hausse
- *misallocation of resources and stunting economic growth* : mauvaise affectation des ressources et rabougrissement de la croissance économique
- *reduce the bottlenecks in the official market* : réduire les goulots d'étranglement sur le marché officiel
- *through further tightening of monetary and fiscal policies and diversification of foreign exchange earnings* : grâce à un nouveau

resserrement des politiques monétaires et budgétaires et la diversification des recettes en devises étrangères

- *poverty reduction facility* : programme de réduction de la pauvreté
- *rehabilitation of the previously distressed industries* : la réhabilitation des industries affligées
- *medium term economic recovery and rehabilitation programme* : la récupération économique à moyen terme et le programme de réhabilitation
- *the lynch pin of fiscal operations* : la clavette de sécurité des opérations budgétaires

#### VERSION

- *reductions d'effectifs*: downsizing
- *le retrait de la circulation des avions d'entraînement britanniques*: the disposal of British Bulldog training aircrafts
- *la circulation des avions légers*: light aircraft flight
- *les tirs sporadiques et du harcèlement*: sporadic gunshots and harassment
- *la force d'interposition ouest-africaine*: West African peace-keeping force



**WEST AFRICAN MONETARY INSTITUTE (WAMI)**

**MACROECONOMIC DEVELOPMENTS AND CONVERGENCE  
REPORT FOR 2001**

**INTRODUCTION**

The governments of the West African Monetary Zone (WAMZ) countries designed economic and financial programmes that set out their objectives and policies during 2001. In order to prepare the 2001 convergence report, the institute administered a questionnaire in member countries requesting information on the macroeconomic and social indicators. A field mission was embarked on by staff of the institute to discuss performance with relevant authorities of the member countries. This report presents a summary of the thrust of macroeconomic policies in the WAMZ countries in 2001 and the macroeconomic outcomes for the year. It then presents the economic

programmes of the WAMZ countries for 2002 with an assessment as well as policy recommendations on further measures that would assist in achieving convergence within the zone in the specified timeframe.

## OBJECTIVES

**GHANA:** In Ghana, the severe terms of trade shock, which led to a major financial crisis, formed the basis of the policy stance designed to restore macroeconomic stability to achieve economic growth and poverty reduction. In this regard, the thrust of the fiscal programme was to enhance revenues and control expenditure in support of the projected reduction of the budget deficit. With respect to monetary policy, price stability continued to be the goal of 2001. Broad money growth rate was targeted at 32.0 per cent and central bank would continue to use market-based instruments to achieve the money supply target. The thrust of external sector policy in 2001 was to accumulate official reserves, with a target of 3 months of import cover in the medium term. Exchange rate policy continues to be market determined. Furthermore, the government envisioned the application of several debit instruments in addition to the HIPC initiative to reduce the debt burden in 2001.

**NIGERIA:** The objectives of Nigeria's macroeconomic policy were to provide a conducive environment for private sector activities, increase the rate of growth of real GDP, reduce unemployment, and the poverty level. The favourable macroeconomic outcome of the previous year would be consolidated to lay the foundation for private sector growth. In this regard, the overall objective of fiscal policy was to pursue fiscal sustainability by spending

only part of the additional revenue, that is, the excess over the budgeted revenue from oil export accruing from the higher level of prices in the world market. The thrust of monetary policy in 2001 was to ensure stable prices and achieve an inflation rate of 7.0 per cent by the end of the year. Monetary policy was to be used to neutralize the expansionary fiscal stance through the issuance of Central Bank of Nigeria bills, which would be used solely for liquidity management. In the external sector, the thrust of external policy was to move towards a more liberalized and simplified tariff regime to facilitate increased integration of the Nigerian economy with the rest of the world. Furthermore, the Central Bank of Nigeria was to remove administrative measures that hinder access to the Inter-Bank Foreign Exchange Market (IFEM) in addition to enhancing prospects for the unification of the various segments of the foreign exchange market. In the real estate sector, the overall objective was to provide the necessary incentives that would promote private sector driven economic growth. To this end, the government was to focus on improving existing infrastructure to minimize the bottlenecks to production.

**THE GAMBIA:** The Gambia's economic policy was aimed at the consolidation of the strategy for poverty alleviation. The main thrusts of the policy were fiscal prudence, debt sustainability, and comprehensive social sector development, especially in agriculture, education and health. In this regard, fiscal policy stance was to ensure a consolidation of the fiscal sector through the moderation of government borrowing from the banking system in order to facilitate growth in private sector credit. Monetary policy stance through the employment of a short-term liquidity forecasting model was aimed

at sustaining price stability and restoring exchange rate stability. The thrust of external sector policy was the use of the free market mechanism to move the exchange rate towards a stable equilibrium point, while conserving enough foreign exchange to build up the stock of reserves. The policy thrust in the real sector was aimed at revitalising agriculture through sub-sectoral reforms.

**SIERRA LEONE:** In Sierra Leone, the policy objective aimed at restoring national security, maintenance of law and order, rehabilitation of basic social and physical infrastructure, poverty reduction, capacity building and attainment of macroeconomic stability. In the fiscal sector, the government aimed at sustaining the gains made in the previous year in stabilizing the macroeconomic environment through the reduction of the net domestic bank financing of the fiscal deficits by enhancing domestic revenue performance, while seeking substantial external assistance for budgetary support. Furthermore, expenditure would be controlled with increased mobilization of revenue through reforms of the tariff structure. The stance of monetary policy was to achieve a single digit inflation rate and attain stipulated gross external reserves target. Open market operations would remain the main instrument for monetary management to control the growth of broad money. In the external sector, the policy thrust was aimed at improving the trading and exchange system in order to increase the economy's competitiveness. In this direction, the government announced policies to rationalize and reduce external tariffs to a range of 6.25 per cent, and thereafter, progressively reduce the average tariffs to stem smuggling. A flexible exchange rate policy through the continuation of

the foreign exchange auction, supplemented by measures to encourage the development of an inter-bank foreign exchange market was to be maintained.

## MACROECONOMIC DEVELOPMENTS

**GHANA:** In Ghana, the deteriorating economic trend following the severe trade shocks experienced in 1999 and 2000 was reversed in 2001. The overall budget deficit was 4.7 per cent of GDP compared to 8.5 per cent in 2000. Total revenue (excluding grants) as a percentage of GDP continued to improve rising to 18.0 per cent from 16.4 per cent and 17.7 per cent in 1999 and 2000 respectively. As a result of strong fiscal performance, the inflation rate decelerated rapidly, while the exchange rate stabilised considerably during 2001. Inflation, which had peaked at 41.5 per cent in March 2001, fell to 21.3 per cent at the end of December. The exchange rate on the other hand depreciated by only 3.6 per cent compared with the depreciation of 33.0 per cent and 49.2 per cent in 1999 and 2000 respectively. Broad money supply growth, however, continues to be high at 41.0 per cent fuelled mainly by the Net Foreign Assets (NFA) of the central bank. This rate though significantly high, was however lower than the 48.0 per cent recorded in 2000. World commodity prices stabilised in 2001 with oil prices declining by almost 7.5 per cent compared to 2000. However, earnings from Ghana's major exports fell mainly on account of volume. Gold export earnings fell from \$702.0 million to \$625.8 million due to labour unrests in some mines, while cocoa exports fell by more than \$50.0 million \$378.0 million between 2000 and 2001. Gross

international reserves however, increased from \$256.2 million (1 month of imports) in 2000 to \$336.6 million (1.5 months of imports). Ghana's external debt problem was ameliorated by the adoption of the HIPC initiative, which reduced debt servicing in 2001 to 9.2 per cent of GDP from 22.3 per cent in 2000. Furthermore, Ghana continued with the policy of contracting only concessionary loans during the year. Provisional estimates indicated marginal improvement in GDP growth from 3.7 to 4.2 per cent in 2001. It is significant to note agricultural sector registered a much improved performance of 4.0 per cent in 2001 compared with 2.1 per cent in the preceding year.

**NIGERIA:** In Nigeria, macroeconomic stability came under serious threat during 2001 due to expansionary fiscal operations, in addition to the liquidity impact favourable oil prices on the domestic currencies. The monetisation of part of the excess crude oil export proceeds led to liquidity overhang and pressure on the Naira in the foreign exchange market. Liquidity management was hampered as growth in broad money remained persistently above targets. The rate of growth of the economy estimated at 3.9 per cent was a modest development from 2000. The end-of-year inflation increased to 16.4 per cent from 14.5 per cent a year ago. The rise in the rate of inflation was the result of increased liquidity in the economy, fuelled by expansionary fiscal operations and monetisation of oil proceeds. On the fiscal sector, gross revenue amounted to N2,231.53 billion, bolstered by the rise in crude oil prices and the high receipts from the import destination inspections scheme. The overall budget balance of the Federal Government when adjusted for privatisation proceeds therefore amounted to a deficit of N258.85 billion.



This was financed by the banking system (N23.4 billion), non-bank public (N95.27 billion), privatisation proceeds of N37.81 billion and the excess crude oil fund of N123.4 billion. The trade balance between Nigeria and the rest of the world recorded a surplus of \$8,551.8 million, reflecting exports of \$18,927.4 million and import of \$10,375.6 million. The current account also registered a surplus of \$2,406.7 million. With a deficit of \$2,067.3 million and the financial account, the overall balance of payments registered a surplus of \$261.2 million. At the end of December 2001, Nigeria's gross external reserves increased to \$10,455.8 million, which could finance up to 12 months of imports at the current level of foreign exchange commitment.

**THE GAMBIA:** Economic performance in 2001 in the Gambia was mixed. Although real GDP grew appreciably owing to a recovery in the agricultural sector, particularly groundnut, as a result of good rain fall, slippages were observed in fiscal implementation, inflation rate remained low at 8.1 per cent at end-December 2001, although showing an upward trend on the 0.3 per cent in 1997 and 0.2 per cent achieved in 2000. The budget deficit was 8.0 per cent of GDP in 2001, showing a deterioration from the 1.7 per cent achieved in the previous year. The deficit was due to excess spending relative to programmed target partly as a result of payments in settlement of the dispute with Alimenta (a groundnuts marketing company) and on-lending to the electricity company to purchase generators. Other factors include shortfalls in customs revenue, higher than programmed recurrent expenditure including interest payments, settlement of non-performing crop marketing loan guaranteed by the government and accumulation of tax arrears owed the government by some

public enterprises. Provisional estimates for 2001 indicate a balance of payment deficit of 4.2 per cent of GDP. The external current account deficit (excluding official transfers) deteriorated to about 15.0 per cent of GDP due to unprogrammed purchase of electricity generator and higher imports for domestic use. The foreign reserves of the Central Bank at the equivalent of 4.9 months of imports in 2001 were below the 7.5 months in the previous year. The decline, which accounts for the depreciation of the local currency in 2001 was due to the shortfall in the disbursement of donor grants estimated at 1.6 per cent of GDP. Real GDP growth, provisionally estimated at 4.8 per cent in 2001 was accounted for by all the sectors of the economy.

**SIERRA LEONE:** The deployment of the United Nations Assistance Mission (UNAMSIL) in Sierra Leone for the disarmament of all warring groups enhanced steady improvement in the security situation in the country in 2001. Thus, growth in real output, especially manufacturing, diamond production and agriculture, expanded considerably. Imports, particularly machinery and construction equipment, witnessed strong growth. Domestic revenue rose substantially exceeding both the previous year's level and the revised budget estimate. However, due to unforeseen expenditure related to the sustenance of a more secure environment, domestic expenditure was above the budget estimate.

Delays in the receipt of external funding resulted in greater reliance on the banking system to finance the deficits. Thus, broad money supply, grew by 34.0 per cent, compared with the programmed growth rate of 16.0 per cent. However, inflation was contained within single digit. Although the end-period

nominal Leone/US dollar exchange rate continued to depreciate. The rate of depreciation was lower in 2001 compared with the situation in the preceding year.

### **PROSPECTS FOR SUSTAINED CONVERGENCE**

Although **Ghana** sustained only one convergence criterion in 2001, remarkable efforts are being made by government to reduce inflation further, while fiscal restraint is being applied to curtail government deficits. If the current policy thrust of government is sustained, Ghana is likely to satisfy most of the criteria by the target date of 2003.

In **Nigeria**, the increasing inflation rate has been attributed to expansionary fiscal operations partly, accommodated by the banking sector, especially the Central Bank and rapid injection into the economy of shares of excess crude oil export proceeds from the Federation Account by the three tiers of government. If this trend continues, inflation may remain high, while the country may fail to meet the target for fiscal deficit / ratio and central banking financing of fiscal deficits in the coming years.

In the case of **Gambia**, efforts would have to be directed at reducing fiscal deficits, which emerged for the first time in the last two years.

In **Sierra Leone**, as the country returns to normalcy, economic activities are expected to be boosted with concomitant improvement in the rate of economic growth. The sustained inflow of donor funds could help ameliorate the problems in the foreign exchange market and provide a conducive environment

for the building up of reserves. With improvement in real sector activities, inflation could be brought down.

The major problems confronting all the countries in the WAMZ are fiscal dominance and low rates of economic growth. The achievement of the stipulated convergence criteria cannot be sustained over a fairly long period of time if the rate of economic growth remains low. In order to check fiscal excesses, the various governments should as a matter of policy adopt the WAMZ convergence criteria as the basis for their economic adjustment efforts. In furtherance of this, the central bank laws should be amended to the effect that the Central Bank should not extend credit to government in excess of 10.0 per cent of the previous year's tax revenue in 2002, 5.0 per cent in 2003 and 0 per cent thereafter. In order to ensure that these procedures are applied, the Central Banks in the WAMZ should be given instrument independence. More importantly, the member countries should as a matter of priority ratify the agreement of WAMZ and the statutes of its institutions. The convergence process for the WAMZ needs to be substantially strengthened so as to pre-empt a reversal of previous gains.

**The Gambia** which had met all the primary criteria in the last two years slipped on one, while **Nigeria** was able to retain the three criteria satisfied in 2000; but the economy is threatened by liquidity overhang and expansionary fiscal operations which could deny the country of meeting all the criteria in the coming years. **Ghana**, however, made remarkable progress, which could result in further gains in macroeconomic stability and movement of the country up on the scale of convergence if current measures are sustained. All the countries of

the WAMZ need to redouble their efforts in meeting the stipulated convergence criteria if they are to qualify for the West African Monetary Zone in 2003.

A proactive assessment of 2001 performance based on the inflation target of 5.0 per cent for 2003 and budget deficit/GDP ratio of 4.0 per cent by 2002 showed that the performance of most of the countries in 2001 fell below the convergence targets. **Nigeria** and **Sierra Leone** satisfied two criteria each, while **Ghana** and the **Gambia** each met one criterion. Whereas **Ghana** and **Sierra Leone's** positions remained unchanged, indicating the need to sustain their current efforts. **Nigeria** and the **Gambia** recorded lower performance, indicating the possibility that current policy measures may not help the countries to achieve the desired convergence by 2003. **Nigeria** and the **Gambia** should therefore overhaul their policy frameworks to achieve sustained convergence.

### **ECONOMIC PROGRAMMES FOR 2002**

Governments of the countries of the West African Monetary Zone have stated their economic policy objectives for year 2002 in their respective budget statements. This section presents the various policy proposals and assesses their relevance to achieving the objectives of the WAMZ, especially the stipulated convergence criteria.

**GHANA** : Following a year of significant improvement in macroeconomic performance, the Ghanaian government recommitted itself to the path of economic stability. The major macroeconomic targets set for 2002 include a

GDP growth rate of 4.5 per cent, an inflation rate of 13 per cent, an overall budget deficit of 6.9 per cent, with a primary deficit of 6.9 per cent and foreign exchange reserves /import cover of 2.7 months. The government plans to put in place more effective control and monitoring systems for expenditures, reducing the level of domestic debt using unprogrammed divestiture receipts and HIPC debt relief, and containment of indebtedness of parastatals through price adjustments. The government intends to monitor closely the health of the banking and financial sector, and develop an effective inter-bank market for foreign exchange to improve the allocation of external resources as well as the development of a secondary market for government instruments.

**NIGERIA:** The Nigerian authorities announced plans to maintain disciplined monetary and fiscal policies, continued liberalisation of the economy to attract foreign investment, improve security of life and property and sustain transparency, accountability and value for money in fiscal operations. Government committed itself to fiscal restraint to restore macroeconomic stability. The government would aim at eradicating poverty, creating opportunities for job creation, and raising the level of high economic growth through better mobilisation and utilisation of economic resources and encouragement of private mobilisation in the economy through ownership and good governance. The Government of Nigeria is yet to announce the specific quantitative macroeconomic targets for year 2002 as the budget has not yet been discussed by the National assembly.

**THE GAMBIA :** In the Gambia, the main objective of government policy is to achieve macroeconomic stability and growth. It intends to employ market-

based incentives to enhance private sector activities for income generation and poverty alleviation. The core of the programme, given the unsatisfactory fiscal outcome in 2001, focuses on strengthening public finances to reduce the budget deficit, deepen ongoing structural reforms and strengthen institutional capacity.

The key macroeconomic objectives are to achieve an annual real GDP growth of 6.0 per cent, an inflation rate of 4.0 per cent, external current account deficit of not more than 11.5 per cent, and import cover of foreign exchange reserves of 5.5 months. The budget deficit is targeted at 4.1 per cent of GDP in 2002. The authorities plan to strengthen tax administration to enhance revenue collection and implement the computerisation of customs transactions through the ASYCUDA II project. As in previous years, monetary policy will continue to be directed at price and exchange rate stability.

**SIERRA LEONE** : In Sierra Leone, the main thrust of economic policy for 2002 is to position the country for a new era of growth by increasing competitiveness and attractiveness not only to business as a place to invest but also for individuals to live and work. The macroeconomic targets for the year include a GDP growth rate of 6.7 per cent, a limit of 5.0 per cent on the rate of inflation and foreign exchange reserves to cover 2 months of imports. The government plans to enhance revenue mobilisation by improving tax administration, through a unified revenue authority, and enlargement of the tax base. Expected receipts from the efficiency of the public sector and reoriented towards poverty alleviation. The domestic debt will be reduced to sustainable levels over the medium term.

## **POLICY RECOMMENDATIONS FOR CONVERGENCE DURING 2002-2003**

Although many countries have restated their commitment to macroeconomic stability, there is a need to map out more robust strategies for attaining the said objectives within the time frame of the WAMZ. This section presents recommendations which if implemented should help each country resolve current problems and put the economies on the path of convergence within the framework of the WAMZ.

**GHANA:** Ghana made significant progress in 2001 at macroeconomic stabilisation. Inflation fell sharply and the exchange rate stabilised. The Government must continue with the efforts made in 2001 in order to sustain the current stability. Although government's economic programme will go a long way to address the major issues, attention is drawn to specific problem areas where action must be quickly taken.

In the fiscal sector, the targets set for the budget deficit of almost 7.0 per cent is high especially in the light of the 4.4 per cent achieved in 2001. If divestiture receipts and grants are excluded, the target becomes almost 10.6 per cent of GDP compared with the criterion of 5.0 per cent. Clearly, government needs to revise its targets in line with the convergence criteria. Government may act quickly to institute full cost recovery in the utilities sector, thereby limiting expenditure on this item.

Aspects of domestic debt restructuring must also be examined. It appears that the Government of Ghana Index-Linked bonds are not market determined as



bands are set for the price quotes. Secondly, commercial banks are compelled to hold these instruments as part of their liquid assets ratios. Transactions in these bonds are not totally market based and this may inhibit the development of the secondary market, which is one of the goals of the budget. It is suggested that government sets the price of these bonds and allow the market to price them.

Although the Tema Oil Refinery (TOR) debt has been effectively restructured, there is the need for flexibility in pricing while allowing the import parity formula to take full effect in order not to experience the accumulation of debt again.

In spite of significant improvement in the macroeconomic environment, monetary expansion remains a major concern for the Ghanaian authorities. In 2001, broad money grew by 41.0 percent. The major source of expansion was the Net Foreign Assets (NFA) of the central bank, instead of the traditional Net Domestic Assets fuelled by net credit to Government. In 2002 and beyond, NFA expansion will continue to pose serious challenges to sustaining the downward trend in inflation, as Bank of Ghana rebuilds its gross reserves to internationally accepted levels. If inflows are realised to fill the projected financing gap of \$332.6 million then the overall BOP will be \$186.7 million. This figure must be sterilised within the monetary policy framework of 2002 to achieve the broad money growth of 21.5 per cent. In the light of this, care must be taken in reviewing interest rates downwards in order to keep cedi-denominated assets competitive vis-à-vis foreign currency assets.

The target gross international reserves build-up of 2.6 months of imports in 2002 depends on the financing gap of \$332.6 million being filled. A Consultative Group meeting of donors is programmed for April 2002, and it is hoped that the amount will be realised. If it is not, then the Government may have to take other measures to achieve the target. On the benefits of the HIPC programmed, it must be noted that the achievement of the decision point does not imply realisation of full benefits. The benefits currently enjoyed by Ghana are only interim with the full benefits dependent on Ghana reaching the completion point. It is important, therefore, that Ghana achieve the criteria under the IMF's Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF).

Given the improved performance of the economy in 2001, the 4.5 per cent growth target and the 13.0 per cent inflation target for 2002 appear quite modest, especially given the inflation performance criterion of 5.0 per cent. However, discussions with officials from Ministry of Finance and Bank of Ghana indicate that the Government is being cautious in not setting targets that may not be overshoot. Ghana will continue to work hard to achieve rates well above the targets set. The Government is encouraged to use internal targets better than those set in the 2002 budget in order to work towards the achievement of the convergence criteria.

**NIGERIA:** Macroeconomic outcomes in Nigeria between 2000 and 2001 have been largely influenced by the positive terms of trade stock and the management of proceeds from the sale of crude oil in international markets. With an economy characterised by relatively low growth and low per capita income, a strategy of saving the windfall earnings from crude oil export to

enable the government pursue a sustainable fiscal policy over the medium term could not be implemented. This was because the Constitution gave the state and local governments full and automatic rights to shares off revenues in the Federation Account. This has severely constrained the management of oil revenue in Nigeria.

The macroeconomic outcomes showed that internal balance was threatened as inflation edged upwards. Fiscal operations were financed largely from the banking system, and deployment of excess oil proceeds. These led to a substantial increase in spending during the year, putting pressure on domestic prices and the exchange rate. Although Nigeria met three of the convergence criteria in 2001, the performance on each criterion was not encouraging enough with regard to the targets for 2003. In order to achieve the targets set for 2003, the authorities in Nigeria must put in adequate efforts to apply policy measures for sustained convergence. Nigeria has missed the criterion on inflation in the last two years while that on central bank financing appears threatened owing to current trends in monetary operations to accommodate government's fiscal operations.

The developments in Nigeria reflect to a large extent the legal, institutional and political constraints to economic management. It has become abundantly clear that any programme of economic convergence must include strong proposals for reform of the legal and institutional environments in Nigeria. In connection with the WAMI convergence programme, it would be imperative for the authorities to initiate moves to ratify the Agreement of the West African

Monetary Zone and the Statutes of its institutions. Other recommendations are as follows:

- The government of **Nigeria** should move more quickly to revise its ceiling on central bank financing of budget deficit in line with the WAMZ convergence criterion of 10.0 per cent of previous year's tax revenue instead of the current provision of 12.5 per cent of government's revenue during the financial year. This would prepare the country, for the requirement of the West African Central Bank, which envisages that Central Bank financing of budget deficit would be completely eliminated.
- Nigeria should also try to implement a stabilization fund for oil revenues as has been successfully implemented in other oil producing countries of Africa and the Middle East and which WAMI recommended in the 2001 programme. A successful operation of a stabilization fund would help maintain macroeconomic stability and allow the country to pursue a strategy of sustainable growth. The state and local governments must be carried along to understand the importance of macroeconomic stability.
- In the fiscal sector, the over dependence of federal government on oil revenues is a source of concern. The government must move towards diversifying its tax base through instituting reforms to customs administration and possibly by raising VAT levels to be consistent with the average in the ECOWAS sub-region.

- Whilst the concern for growth and developments and raising the quality of life of Nigerians is legitimate, it is important to recognize that government spending financed by the creation of high powered money is counter productive, as this would lead to higher rates of inflation, leading to misallocation of resources and stunting of economic growth.
- Monetary policy must be much tighter than it is currently and the Central Bank must increase its sales of CBN bills to neutralise the effect of expansionary fiscal policy on monetary growth.
- The foreign exchange market in Nigeria has been relatively stable but not because of improvements in the fundamentals of the economy but due to heavy intervention through foreign exchange sales by the Central Bank. It is clear that this policy is unsustainable and a policy towards allowing the exchange rate to reflect full economic fundamentals would ensure a more competitive economy in the medium term. While the premium between official and parallel exchange rates cannot be completely eliminated, the current premium of almost 20.0 per cent is a clear indication of inefficiency in the markets. It would be critical for the Central Bank to revise the administrative measures and reduce the bottlenecks in the official market that invariably lead to a more attractive parallel market. This would drastically reduce the premium. The Central Bank should also devise a strategy for gradual withdrawal from the funding of the foreign exchange market in the medium term. This should be complemented by private sector participation in down stream marketing of crude petroleum for domestic use and export. This

would diversify the base of foreign exchange holdings and spread supply to the market across sectors of the economy.

- Contrary to the aim of championing a private sector driven economy, the allocation of domestic credit during 2001 was skewed towards the public sector. This fiscal dominance of the Nigerian economy is injurious to the development of an efficient and productive, and competitive economy. The process of strengthening the private sector must start with the relaxation of the constraints to private sector access to credit. This could be best in the demand and claim on financial resources by the three tiers of government.

**THE GAMBIA:** the Gambia met only three primary criteria, central bank financing, inflation and reserves import cover. Since the performance in 2001 falls short of the target for 2003, the country needs to put in more efforts in respect of major policy reforms in all sectors of the economy. The significant slippages in fiscal policy in 2001 led to high monetary growth and accounted for the lower level of foreign exchange reserves. The strategy for the Gambia in the medium term should be to continue to pursue price and exchange rate stability, and promote economic growth using market based incentives that allow private sector activities.

WAMI endorses the medium term plan of the Gambia, which aims to achieve an annual real GDP growth rate of about 6.0 per cent per annum, an annual inflation rate at about 4.0 per cent and an increase in total investment to 21.4 per cent of GDP by 2004. Although official foreign exchange reserves are

programmed at 5.5 months of imports, WAMI could recommend that the authorities increase this to 6 months of imports. This can be achieved through further tightening of monetary and fiscal policies and diversification of foreign exchange earnings.

The improvements outlined by the government in tax administration should be carried out and accumulation of tax arrears by the public sector agencies should be avoided. The computerisation of revenue agencies should also assist in the revenue enhancement process. The regular reconciliation of the treasury accounts with those of the Central Bank will be crucial in the efforts at fiscal consolidation.

**SIERRA LEONE:** The country is currently a Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF) eligible and IDA - only country with per capita GDP of about US\$136.0. It is projected that in the medium term, Sierra Leone will continue to need substantial concessional assistance from the international community and is likely to remain a PRGF-eligible and IDA-only country. Given an average growth rate of 6.0 per cent per year, constant real effective exchange rate and an average population growth rate of 2.4 per cent annually, per capita GDP in constant 2000 prices is projected by the IMF to rise to US\$270.0 by 2020.

The economic situation in Sierra Leone improved somewhat during the period 1999 – 2001 as confidence in the multilateral support for the peace process has grown through the UN Military support to provide equipment, troops and training for the Sierra Leone army. Although exports remain sluggish due to

the security situation and rebel occupation of the agricultural and mining areas, there has been a significant improvement in trade and commerce, as well as the rehabilitation of the previously distressed industries. Most programme objectives and targets under the funds, post-conflict assistance programme were achieved and a good number of the programme benchmarks and indicative targets were met.

The economic and financial programme for 2002 – 2003 should continue to be based on the Medium Term Economic Recovery and Rehabilitation programme currently implemented by the government. In addition, all forms of vestiges of hostility that could derail the hard-won peace in the country should be dealt with amicably. Furthermore, the real test of the sustainability of the peace process will be democratic election scheduled for May 2002. With free and fair election, the enabling environment would have been created for enhanced economic growth and development through the resumption of full economic activities in the entire country.

To satisfy the fiscal deficit / GDP ratio criterion, fiscal policies should be more focused on revenue mobilization. In this regard, the tax mechanism should be reformed. Specifically, the introduction of Value Added Tax (VAT) regime, which is difficult to evade would go a long way to elevate the precarious revenue profile of government. On the expenditure side, the government should rationalise her expenditure by the adoption and implementation of more stringent expenditure control measures. In order to avoid macroeconomic instability that may derail the gains made so far in the pursuit of the



convergence programme, the observed trend of recourse to the central bank to finance government deficit should be discontinued.

Unfortunately, grants may continue to remain the lynchpin of fiscal operations for at least the next three to five years. However, in future, government should be more realistic on inflows of grants to finance budget tariff gaps so as not to derail the fiscal operations of government and thus create unnecessary instability when the projected inflows are not forthcoming. Alternatively, grants should be tied to discretionary expenditure of government.

The projected inflows of grants in the years ahead will certainly pose a real challenge to monetary policy management. In order to consolidate the gains made thus far on monetary front, the Central Bank should pursue a tight monetary policy consistent with the attainment of a single digit inflation rate proposed by the bank for year 2002 and 5.0 per cent in 2003. Where rapid monetisation could create a problem, the Bank should consider effective participation in the money market to mop up excess liquidity in the economy. The Bank should take measures to reduce the widespread gap between savings and lending rates. In addition, the bank could plan towards issuing its own monetary policy instrument to tame surging liquidity.

Given the prospect of the resumption of authority by government over the entire country as a result of the disarming of all combatants of the Revolutionary United Front and the Civil Defence Forces, government policy should focus more on agricultural development, especially timber production. The private sector should be encouraged to fully participate in cash crops

production. Furthermore, there should be a realistic mining policy that will effectively give the government some level of control over all mineral exploitation as well as a realistic and competitive royalty and duties on mineral exports. The current level of about 3.0 per cent on alluvial diamond exports is unrealistic and not in line with current practices in the mineral producing countries.

The development of agro-industrial concerns even at the small and micro level will go a long way to add value to the agricultural products and thus enhance revenue from their exports. This will help multiple benefits; it will create employment and hence reduce poverty; improve the quantity of products to be exported and thus generate more revenue for both government and the private sector.

The target of reserves to months of imports cover of 2 months projected in the budget for 2002, even when achieved would not meet the stipulated convergence criterion. To this end, it would be useful to explore ways of building up reserves as a deliberate policy. The government could create an autonomous foreign exchange market where the private sector and the banks could freely trade their foreign exchange with the Bank of Sierra Leone mandated to buy as a policy, at the rate that approximates the parallel market rate. Limiting documentation to mineral level in areas of current account related transactions would also encourage the private sector to use the banking system. Given the projected savings on the HIPC arrangement, government should as a matter of policy use some of the savings to build up reserves.



## **INSTITUT MONETAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)**

### **RAPPORT SUR LA CONVERGENCE ET LES DEVELOPPEMENTS MACRO-ECONOMIQUES POUR 2001**

#### **INTRODUCTION**

Les gouvernements de la zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) ont conçu en 2001, des programmes économiques et financiers qui mettent en évidence leurs objectifs et leurs politiques. En vue de préparer le rapport de convergence de 2001, l'Institut a distribué des questionnaires dans les pays membres afin de recueillir des informations au sujet des indicateurs macro-économiques et sociaux. Une enquête de terrain fut entreprise par des

membres du personnel de l'Institut afin de faire le point sur les performances auprès des pays membres. Le présent rapport constitue un résumé de l'orientation des politiques macro-économiques dans les pays de la ZMAO en 2001 et les résultats macro-économiques pendant la même année. Il présente donc les programmes économiques des pays de la ZMAO pour 2002 avec une évaluation aussi bien que des recommandations de politiques économiques sur les nouvelles mesures qui aideraient dans la réalisation de la convergence dans la zone dans les délais indiqués.

### **OBJECTIFS**

**GHANA:** Le choc sévère des secousses commerciales qui a provoqué une crise financière majeure, ont servi de fondement à la position politique conçue pour rétablir la stabilité macro-économique afin de réaliser la croissance économique et la réduction de la pauvreté. À cet égard, l'orientation du programme fiscal devait améliorer les revenus et le contrôle des dépenses dans la perspective de réduire le déficit budgétaire. En ce qui concerne la politique monétaire, la stabilité des prix a continué d'être l'objectif visé en 2001. Le taux de croissance monétaire était visé aux environs de 32 pour cent et la banque centrale continuerait d'utiliser des instruments de marché pour atteindre l'objectif de la masse monétaire. L'objectif de la politique du secteur externe en 2001 a été d'accumuler des réserves officielles, avec pour objectif de couvrir 3 mois des importations à moyen terme. La politique de change continue d'être déterminée par le marché. En outre, le gouvernement envisageait l'application de plusieurs instruments de débit, en plus de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) pour réduire le fardeau de la dette en 2001.

**NIGERIA:** Les objectifs de la politique macro-économique du Nigeria ont été de fournir un environnement favorable aux activités du secteur privé, d'augmenter le taux de croissance du PIB réel, de réduire le chômage et le niveau de pauvreté. Les résultats macro-économiques favorables de l'année précédente seraient renforcés pour servir de base à la croissance du secteur privé. À cet égard, l'objectif global de la politique budgétaire a été de poursuivre la viabilité budgétaire en dépensant seulement une partie des recettes supplémentaires, c'est-à-dire le surplus des recettes budgétisées provenant de l'exportation du pétrole découlant du niveau élevé des prix sur le marché mondial. L'objectif de la politique monétaire en 2001 était d'assurer la stabilité des prix et d'atteindre un taux d'inflation de 7 pour cent d'ici la fin de l'année. La politique monétaire permettrait de neutraliser la politique budgétaire expansionniste par l'émission des billets par la Banque centrale du Nigeria servant uniquement à gérer les liquidités. sur le plan extérieur, l'orientation de la politique extérieure était d'aller vers un régime tarifaire plus libéralisé et simplifié afin de faciliter l'intégration accrue de l'économie nigériane au reste du monde. Par ailleurs, la Banque centrale du Nigeria devait supprimer les mesures administratives qui entravent l'accès aux marchés interbancaires des changes (IFEM) en plus d'augmenter les opportunités pour l'unification des différents segments du marché des changes. Dans le secteur de l'immobilier, l'objectif global était de prendre des mesures incitatives nécessaires susceptibles de promouvoir la croissance économique du secteur privé. À cette fin, le gouvernement devait se concentrer sur l'amélioration des infrastructures existantes afin de minimiser les goulots d'étranglement à la production.

**GAMBIE:** la politique économique de la Gambie visait à la consolidation de la stratégie de la réduction de la pauvreté. Les principaux axes de la politique ont été la prudence budgétaire, la viabilité de la dette, et la complétion du développement du secteur social, en particulier dans l'agriculture, l'éducation et la santé. À cet égard, la politique budgétaire était de veiller à une consolidation du secteur grâce à la modération fiscale des emprunts du gouvernement auprès du système bancaire afin de faciliter la croissance du crédit au secteur privé. L'orientation de la politique monétaire à travers l'emploi d'un modèle de prévision de liquidité à court terme, visait à maintenir la stabilité des prix et à rétablir la stabilité du taux de change. L'idée maîtresse de la politique du secteur extérieur était d'utiliser le mécanisme du marché libre pour mouvoir le taux de change vers un point d'équilibre stable, tout en conservant suffisamment de devises étrangères pour rehausser le stock des réserves. L'orientation des politiques dans le secteur immobilier visait à revitaliser l'agriculture grâce à des réformes sous-sectorielles.

**SIERRA LEONE:** Au Sierra Leone, l'objectif politique visait à rétablir la sécurité nationale, le maintien du droit et de l'ordre public, la réhabilitation des infrastructures sociales et physiques de base, la réduction de la pauvreté, le renforcement des capacités et la réalisation de la stabilité macro-économique. Dans le secteur fiscal, le gouvernement visait à maintenir les gains réalisés durant l'année précédente dans la stabilisation de l'environnement macro-économique à travers la réduction du financement bancaire intérieur net des déficits budgétaires en augmentant la performance au niveau des recettes domestiques, tout en cherchant une aide extérieure substantielle pour l'appui budgétaire. Par ailleurs, les dépenses seraient contrôlées avec une mobilisation

accrue des revenus grâce à des réformes de la structure tarifaire. La politique monétaire a été orientée en vue d'atteindre un taux d'inflation à un chiffre et d'atteindre tous les objectifs stipulés. Les opérations d'open market resteraient le principal instrument de la gestion monétaire pour contrôler la croissance de la monnaie au sens large. Dans le secteur extérieur, l'orientation politique visait à améliorer le système commercial et d'échange afin d'accroître la compétitivité de l'économie. En ce sens, le gouvernement a annoncé des politiques visant à rationaliser et à réduire les tarifs douaniers extérieurs à une gamme de 6,25 pour cent, et par la suite, de réduire progressivement les tarifs moyens afin d'endiguer la contrebande. Une politique de taux de change flexible grâce à la poursuite de la mise aux enchères des changes, appuyées par des mesures visant à encourager le développement d'un marché interbancaire des changes devait être maintenue.

## **DEVELOPPEMENTS MACRO-ECONOMIQUES**

**GHANA:** Au Ghana, la tendance à la détérioration économique à la suite des sévères chocs commerciaux subis en 1999 et 2000 s'est inversée en 2001. Le déficit budgétaire global a été de 4,7 pour cent du PIB, comparativement à 8,5 pour cent en 2000. Les recettes totales (hors dons) en tant que pourcentage du PIB a continué de s'améliorer en hausse à 18,0 pour cent contre 16,4 pour cent et 17,7 pour cent en 1999 et 2000 respectivement. En raison de la solide performance financière, le taux d'inflation a décéléré rapidement, tandis que le taux de change s'est stabilisé considérablement durant l'année 2001. L'inflation,

qui avait culminé à 41,5 pour cent en mars 2001, est tombée à 21,3 pour cent à la fin de décembre. Le taux de change a d'autre part déprécié de 3,6 pour cent seulement par rapport à la dépréciation de 33,0 pour cent et 49,2 pour cent en 1999 et 2000 respectivement. La large croissance de l'offre de l'argent, toutefois, continue d'être élevée à 41 pour cent, principalement alimentée par les avoirs extérieurs nets (AEN) de la banque centrale. Ce taux significativement si élevé, a cependant été plus faible que les 48 pour cent enregistrés en 2000. Les prix mondiaux des matières premières se sont stabilisés en 2001 avec les prix du pétrole en baisse de près de 7,5 pour cent par rapport à 2000. Toutefois, les recettes majeures d'exportation du Ghana ont chuté en raison de leur faible volume. Les recettes d'exportation d'or sont passées de 702 millions de dollars à 625,8 millions en raison des grèves dans certaines mines, tandis que les exportations de cacao ont chuté de plus de 50 millions de dollars, tombant à 378 millions de dollars entre 2000 et 2001. Les réserves internationales brutes ont toutefois augmenté de 256,2 millions de dollars (1 mois d'importations) en 2000 à 336,6 millions de dollars (1,5 mois d'importations). Le problème de la dette extérieure du Ghana s'est amoindri par l'adoption de l'initiative PPTE, qui a réduit le service de la dette en 2001 à 9,2 pour cent du PIB, passant de 22,3 pour cent en 2000. Par ailleurs, le Ghana a poursuivi sa politique de ne contracter que des prêts concessionnels durant l'année. Les estimations provisoires ont indiqué une amélioration marginale de la croissance du PIB de 3,7 à 4,2 pour cent en 2001. Il est important de noter que le secteur agricole a enregistré une performance nettement améliorée de 4,0 pour cent en 2001 comparativement à 2,1 pour cent l'année précédente.



**NIGERIA:** Au Nigeria, la stabilité macro-économique s'est trouvée face une menace sérieuse au cours de 2001 en raison d'opérations fiscales expansionnistes, en plus du prix du pétrole qui générait des liquidités dont l'impact favorable pesait sur la monnaie nationale. La monétisation d'une partie de l'exportation du pétrole brut a produit l'excès conduisant à la surliquidité et la pression sur le Naira sur le marché des changes. La gestion des liquidités a été entravée. La croissance de la masse monétaire est restée constamment au-dessus des cibles. Le taux de croissance de l'économie estimé à 3,9 pour cent a été un modeste développement par rapport à 2000. L'inflation en fin de période a augmenté à 16,4 pour cent, passant de 14,5 pour cent un an auparavant. La hausse du taux d'inflation est le résultat d'une liquidité accrue dans l'économie, alimentée par des opérations fiscales expansionnistes et la monétisation des recettes pétrolières. Sur le domaine fiscal, les recettes brutes s'élèvent à 2,231 530 000 000 de naira, soutenue par la hausse des prix du pétrole brut et les recettes élevées du régime de la destination des inspections à l'importation. Le solde budgétaire global du gouvernement fédéral après ajustement pour les recettes de privatisation s'élève donc à un déficit de 258,85 milliards de dollars. Cela a été financé par le système bancaire (23,4 milliards), la clientèle non bancaire (95,27 milliards), les recettes de privatisation des 37,81 milliards de dollars et le fonds de l'excès de pétrole brut de 123,4 milliards de dollars. La balance commerciale entre le Nigeria et le reste du monde a enregistré un excédent de 8,551,8 millions de dollars, reflétant les exportations de 18,927,4 millions de dollars et les importations de 10,375,6 millions de dollars. Le compte courant a également enregistré un excédent de 2 406,7 millions de

dollars. Avec un déficit de 2,067,3 millions de dollars et le compte financier, le solde global des paiements a enregistré un excédent de 261,2 millions de dollars. A la fin de décembre 2001, les réserves extérieures brutes du Nigeria ont augmenté de 10 455,8 millions de dollars, ce qui pourrait financer jusqu'à 12 mois d'importations à leur niveau actuel d'engagement de change.

**GAMBIE:** La performance économique en 2001 en Gambie était mitigée. Bien que le PIB réel a progressé sensiblement en raison d'une reprise dans le secteur agricole, particulièrement l'arachide, en raison d'une bonne saison des pluies, des dérapages ont été observés dans la mise en œuvre fiscale. Le taux d'inflation est resté faible à 8,1 pour cent à fin de décembre 2001, bien que montrant une tendance à la hausse sur le 0,3 pour cent en 1997 et 0,2 pour cent atteint en 2000. Le déficit budgétaire était de 8,0 pour cent du PIB en 2001, témoignant d'une détérioration de 1,7 pour cent des performances atteintes l'année précédente. Le déficit est dû à des dépenses excessives par rapport aux cibles programmées en partie en raison des paiements en règlement du litige avec Alimenta (une société de marketing de l'arachide) et de la rétrocession accordée à la société d'électricité afin de lui permettre d'acheter des générateurs. D'autres facteurs comprennent les pertes de recettes douanières, plus élevées que les dépenses récurrentes, y compris les paiements d'intérêts programmés, le règlement des prêts non performants de commercialisation des récoltes garanties par le gouvernement et l'accumulation des arriérés d'impôts dus au gouvernement par certaines entreprises publiques. Les estimations provisoires pour 2001 indiquent un déficit de la balance de paiement de 4,2 pour cent du PIB. Le déficit du compte courant extérieur (hors transferts

officiels) s'est détérioré à environ 15,0 pour cent du PIB, en raison de la décision impromptue d'acheter un générateur d'électricité et la hausse des importations à usage domestique. Les réserves en devises de la Banque centrale équivalent à 4,9 mois d'importations en 2001 et étaient inférieures de 7,5 mois au cours de l'année précédente. La chute, qui représente la dépréciation de la monnaie locale en 2001 était pour des raisons du décaissement des subventions des bailleurs de fonds estimés à 1,6 pour cent du PIB. La croissance réelle du PIB, provisoirement estimée à 4,8 pour cent en 2001 a été comptabilisée par l'ensemble des secteurs de l'économie.

**SIERRA LEONE:** Le déploiement de la Mission des Nations Unies pour l'aide (MINUSIL), en Sierra Léone pour le désarmement de tous les groupes belligérants a apporté une amélioration constante de la situation sécuritaire dans le pays en 2001. Ainsi, la production réelle, en particulier la fabrication, la production de diamants et l'agriculture, ont enregistré une expansion considérable. Les importations, en particulier les machines et équipements de construction, ont connu une croissance forte. Les recettes intérieures ont augmenté dépassant sensiblement celles de l'année précédente et les prévisions budgétaires révisées. Toutefois, en raison de dépenses imprévues liées à la subsistance d'un environnement plus sûr, la dépense intérieure a été au-dessus du budget prévisionnel.

Les retards dans la réception des fonds extérieurs a entraîné une plus grande dépendance à l'égard du système bancaire pour financer les déficits. Ainsi, la masse monétaire, a augmenté de 34 pour cent, comparativement au taux de croissance programmé de 16 pour cent, toutefois, l'inflation a été contenue dans

un seul chiffre. Bien que la fin de la période nominale soit survenue, le Léone a continué à se déprécier par rapport au dollar. Le taux de dépréciation a été plus faible en 2001 par rapport à la situation de l'année précédente.

### **PERSPECTIVES POUR UNE CONVERGENCE DURABLE**

Bien que le **Ghana** ait atteint un seul critère de convergence en 2001, des efforts remarquables ont été faits par le gouvernement pour réduire davantage l'inflation. Parallèlement, une retenue fiscale est appliquée pour limiter les déficits publics. Si l'orientation politique actuelle du gouvernement est soutenue, le Ghana est susceptible de satisfaire la plupart des critères à la date butoir de 2003.

Au **Nigeria**, le taux d'inflation croissant a été attribué en partie à des opérations budgétaires expansionnistes, logés par le secteur bancaire, notamment la Banque centrale et l'injection rapide dans l'économie de l'excédent brut des recettes d'exportation du pétrole sur le compte de la Fédération par les trois pouvoirs du gouvernement. Si cette tendance se poursuit, l'inflation pourrait rester élevée, alors que le pays peut échouer d'atteindre l'objectif d'équilibrage du déficit budgétaire et du taux de financement des banques centrales dans les années à venir.

Dans le cas de la **Gambie**, les efforts devraient viser à réduire les déficits budgétaires, qui ont émergé pour la première fois dans les deux dernières années.

En **SierraLéone**, alors que le pays retourne à la normalité, les activités économiques devraient être potentialisées par l'amélioration concomitante du

taux de croissance économique. La progression du flux des fonds des donateurs pourraient contribuer à atténuer les problèmes sur le marché des changes et de fournir un environnement propice à la constitution des réserves. Avec l'amélioration des activités du secteur réel, l'inflation pourrait être ramenée à un taux inférieur à l'actuel.

Les principaux problèmes auxquels sont confrontés tous les pays de la ZMAO sont : domination fiscale et faibles taux de croissance économique. La réalisation des critères de convergence stipulés ne peut être soutenue sur une période de temps assez longue si le taux de croissance économique reste faible.

Afin de vérifier les excès budgétaires en tant que question de politique commune, les différents gouvernements se doivent d'adopter les critères de convergence de la ZMAO comme base pour leurs efforts d'ajustement économique. Dans la poursuite, de cela, les lois de la banque centrale aient être modifiées de manière que la Banque centrale ne doit pas accorder de crédit au gouvernement de plus de 10 pour cent des recettes fiscales de l'année précédente, en 2002, 5 pour cent en 2003 et 0 pour cent par la suite. Afin de s'assurer que ces procédures sont appliquées, les banques centrales dans la ZMAO devraient être dotées du pouvoir de promulguer leurs propres instruments. Plus important encore, les pays membres devraient, en priorité ratifier l'accord de la ZMAO et les statuts de ses institutions. Le processus de convergence pour la ZMAO doit être considérablement renforcé afin de prévenir une inversion des gains précédents.

La **Gambie**, qui a atteint tous les critères primaires dans les deux dernières années en a manqué une tandis que le **Nigeria** était avait pu satisfaire les trois critères en 2000, mais l'économie est menacée par la surliquidité et des

opérations fiscales expansionnistes, qui pourraient empêcher le pays de réunir tous les critères dans les années à venir. Le **Ghana**, toutefois, fait des progrès remarquables, ce qui pourrait entraîner des gains supplémentaires de la stabilité macro-économique et le mouvement du pays sur l'échelle de la convergence, si les mesures actuelles sont maintenues. Tous les pays de la ZMAO doivent redoubler leurs efforts pour satisfaire les critères de convergence stipulés si elles veulent se qualifier pour la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest en 2003.

Une évaluation proactive des performances en 2001 sur la base cible d'inflation de 5 pour cent pour 2003 et le ratio déficit budgétaire / PIB de 4 pour cent en 2002 a montré que les performances de la plupart des pays en 2001 est tombé en deçà des objectifs de convergence. Le **Nigeria** et la **Sierra Leone** ont satisfait deux critères chacun, tandis que le **Ghana** et la **Gambie** ont satisfait chacun un critère. Les positions du **Ghana** et de la **Sierra Leone** sont restées inchangées, indiquant la nécessité de soutenir leurs efforts actuels. Le **Nigeria** et la **Gambie** ont enregistré une baisse de performance, indiquant la possibilité que les mesures politiques actuelles ne peuvent pas aider chacun de ces pays à parvenir à la convergence souhaitée en 2003. Le **Nigeria** et la **Gambie** devraient donc revoir leurs cadres politiques pour parvenir à une convergence soutenue.

## **PROGRAMMES ECONOMIQUES POUR 2002**

Les gouvernements des pays de la Zone monétaire ouest-africaine ont affirmé leurs objectifs de politiques économiques pour l'année 2002 dans leurs

déclarations budgétaires respectives. Cette section présente les diverses propositions de politiques et évalue leur pertinence pour atteindre les objectifs de la ZMAO, en particulier les critères de convergence stipulés.

**GHANA:** Après une année d'amélioration significative de la performance macro-économique, le gouvernement ghanéen s'est réengagé dans la voie de la stabilité économique. Les principales cibles macro-économiques fixées pour 2002 comprennent un taux de croissance du PIB de 4,5 pour cent, un taux d'inflation de 13 pour cent, un déficit budgétaire global de 6,9 pour cent, avec un déficit primaire de 6,9 pour cent et un ratio entre les réserves de change et la couverture des importations de 2,7 mois. Le gouvernement envisage de mettre en place un contrôle plus efficace et des systèmes de suivi des dépenses, en réduisant le niveau de la dette intérieure à l'aide du produit des cessions non programmées, l'allègement de la dette des PPTE, et le confinement de l'endettement des entreprises parapubliques par des ajustements de prix. Le gouvernement entend suivre de près la santé des secteurs bancaire et financier, et développer efficacement le marché interbancaire des changes afin d'améliorer l'allocation des ressources externes, ainsi que le développement d'un marché secondaire pour les instruments du gouvernement.

**NIGERIA:** Les autorités nigérianes ont annoncé des plans pour maintenir la discipline des politiques monétaire et budgétaire : la libéralisation de l'économie a continué à attirer les investissements étrangers ; améliorer la sécurité des vies et des biens et maintenir la transparence ; la responsabilisation et la valeur de l'argent dans les opérations budgétaires. Le gouvernement s'est engagé à opérer des restrictions budgétaires pour rétablir la stabilité macro-

économique. Le gouvernement viserait à éradiquer la pauvreté, créer des opportunités pour la création d'emplois et relever le niveau de croissance économique grâce à une meilleure mobilisation et utilisation des ressources économiques et l'encouragement de la mobilisation privée dans l'économie par l'appropriation et la bonne gouvernance. Le gouvernement du Nigeria doit encore annoncer les données quantitatives spécifiques d'objectifs macro-économiques pour l'année 2002 car le budget n'a pas encore été discuté par l'Assemblée nationale.

**GAMBIE:** En Gambie, l'objectif principal de la politique du gouvernement est de parvenir à la stabilité macro-économique et à la croissance. Il entend employer des incitations fondées sur le marché pour améliorer les activités du secteur privé pour la génération de revenus et la réduction de la pauvreté. Le noyau du programme étant donné le résultat budgétaire insatisfaisant en 2001 se concentre sur le renforcement des finances publiques pour réduire le déficit budgétaire, à approfondir les réformes structurelles et de renforcer les capacités institutionnelles. Les principaux objectifs macro-économiques sont : d'atteindre une croissance annuelle du PIB réel de 6 pour cent, un taux d'inflation de 4 pour cent, un déficit externe du compte courant ne dépassant pas 11,5 pour cent, et une couverture des importations des réserves de change de 5,5 mois. Le déficit budgétaire prévisionnel est de 4,1 pour cent du PIB en 2002. Les autorités prévoient de renforcer l'administration fiscale afin d'améliorer la collecte des recettes et mettre en œuvre l'informatisation des opérations douanières à travers le projet SYDONIA II. Comme les années précédentes, la



politique monétaire continuera d'être axée sur les prix et sur la stabilité du taux de change.

**SIERRALEONE:** Au Sierra Léone, l'orientation principale de la politique économique pour 2002 est de positionner le pays en vue d'une nouvelle ère de croissance en augmentant la compétitivité et l'attractivité non seulement pour les entreprises comme un lieu propice à l'investissement, mais aussi aux individus de vivre et de travailler. Les objectifs macro économiques pour l'exercice comprennent un taux de croissance du PIB de 6,7 pour cent, une limite de 5,0 pour cent sur le taux d'inflation et de réserves de change afin de couvrir 2 mois d'importations. Le gouvernement prévoit de renforcer la mobilisation des recettes, en améliorant l'administration fiscale, par une autorité fiscale unifiée, et l'élargissement de l'assiette fiscale. Les recettes attendues de l'efficacité du secteur public seront réorientées vers la lutte contre la pauvreté. La dette intérieure sera réduite à des niveaux soutenables à moyen terme.

### **RECOMMANDATIONS DE PRINCIPE POUR UNE CONVERGENCE AU COURS DE 2002-2003**

Bien que de nombreux pays ont réaffirmé leur attachement à la stabilité macro-économique, il est nécessaire de tracer des stratégies plus robustes pour atteindre les dits objectifs dans les délais fixés par la ZMAO. Cette section présente des recommandations qui, mises en œuvre, devraient aider chaque

pays à résoudre les problèmes actuels et mettre l'économie sur la voie de la convergence dans le cadre de la ZMAO.

**Ghana:** Le Ghana a fait des progrès significatifs en 2001 en ce qui concerne la stabilisation macro économique. L'inflation a fortement baissé et le taux de change s'est stabilisé. Le gouvernement doit poursuivre les efforts entrepris en 2001 afin de maintenir la stabilité actuelle. Bien que le programme économique du gouvernement contribuera significativement à la résolution des problèmes majeurs, l'attention est attirée sur les problèmes spécifiques où des mesures doivent être prises rapidement.

Dans le domaine fiscal, les objectifs fixés pour le déficit budgétaire de près de 7 pour cent est élevé en particulier à la lumière des 4,4 pour cent atteints en 2001. Si le produit des cessions et des subventions est exclu, on obtient alors presque 10,6 pour cent du PIB, à comparer avec le critère cible de 5 pour cent. En toute évidence, le gouvernement doit réviser ses objectifs en conformité avec les critères de convergence. Le gouvernement peut agir rapidement pour instituer recouvrement intégral des coûts dans le secteur des services publics, limitant ainsi les dépenses sur ce point.

Quelques aspects de la restructuration de la dette intérieure doivent aussi être examinés. Il semble que les obligations indexées du gouvernement du Ghana ne sont pas déterminées par le marché comme les tranches sont fixées par les devis. Deuxièmement, les banques commerciales sont obligées de détenir ces instruments dans le cadre de leurs ratios de liquidités. Les transactions sur ces obligations ne sont pas totalement fondées sur le marché, ce qui peut inhiber le développement du marché secondaire, qui est l'un des objectifs du budget. Il

est suggéré que le gouvernement fixe le prix de ces obligations et permettre la mise sur pied d'un marché pour les prix.

Bien que la dette de la Tema Oil Refinery (TOR) ait été restructurée de manière efficace, il y a le besoin de flexibilité dans la tarification, tout en permettant à la formule de parité à l'importation de prendre son plein effet afin de ne pas faire à nouveau l'expérience de l'accumulation de la dette.

En dépit d'une amélioration significative de l'environnement macro-économique, l'expansion monétaire demeure une préoccupation majeure pour les autorités ghanéennes. En 2001, l'agrégat monétaire large a progressé de 41 pour cent. La principale source d'expansion a été les avoirs extérieurs nets (AEN) de la banque centrale, au lieu des traditionnels avoirs intérieurs nets alimentés par le crédit net du gouvernement. En 2002 et au-delà, l'expansion continuera à poser de sérieux défis au maintien de la tendance baissière de l'inflation, comme la *Bank of Ghana*, reconstruit ses réserves brutes à des niveaux internationalement acceptés. Si les entrées sont réalisées pour combler le déficit de financement projeté de 332,6 millions de dollars, alors la balance des paiements globale sera de 186,7 millions de dollars. Ce chiffre doit être stérilisé dans le cadre de la politique monétaire de 2002 pour atteindre la croissance monétaire au sens large de 21,5 pour cent. A la lumière de cela, il faut prendre le soin d'examiner les taux d'intérêt bas afin de garder les actifs libellés en cedis concurrentiel vis-à-vis des avoirs en devises.

La cible des réserves internationales brutes (accumulation de 2,6 mois d'importations) en 2002 dépend du fait que l'écart de financement de 332,6 millions de dollars soit rempli. Une réunion du Groupe consultatif des bailleurs de fonds est programmée pour avril 2002, et il est espéré que ce montant soit

réalisé. S'il ne l'est pas, alors le gouvernement pourrait avoir à prendre d'autres mesures pour atteindre l'objectif. Sur les avantages de l'initiative PPTTE programmée, il faut noter que la réalisation du point de décision n'implique pas la réalisation de prestations complètes. Les avantages dont jouit actuellement le Ghana ne sont que provisoires avec les bénéfices dépendant de l'aptitude du Ghana à atteindre le point d'achèvement. Il est donc important que le Ghana atteigne les critères du FMI en vue de réduire la pauvreté et la croissance (FRPC).

Compte tenu de l'amélioration des performances de l'économie en 2001, l'objectif de croissance de 4,5 pour cent et la cible d'inflation de 13 pour cent pour 2002 semblent assez modestes, surtout compte tenu du critère de performance d'inflation de 5 pour cent. Cependant, des discussions avec des représentants du ministère des Finances et la Banque du Ghana indiquent que le gouvernement est prudent de ne pas fixer des objectifs qui peuvent ne pas être dépassés. Le Ghana va continuer à travailler dur pour atteindre des taux bien supérieurs aux objectifs fixés. Le Gouvernement est encouragé à utiliser des cibles internes supérieures à celles fixées dans le budget 2002 afin d'œuvrer à la réalisation des critères de convergence.

**NIGERIA:** Les résultats macro-économiques au Nigeria entre 2000 et 2001 ont été largement influencés par les conditions positives de stock commerciaux et la gestion du produit de la vente du pétrole brut sur les marchés internationaux. Avec une économie caractérisée par une croissance relativement faible et un faible revenu par habitant, une stratégie visant à sauver les recettes exceptionnelles provenant de l'exportation du pétrole brut pour permettre au gouvernement de poursuivre une politique budgétaire

soutenable à moyen terme n'a pas pu être mise en œuvre. C'est parce que la Constitution a donné aux gouvernements des États et aux administrations locales, de plein droit et de manière automatique, le pouvoir d'entreprendre des actions hors revenus dans les comptes de la Fédération. Cela a gravement entravé la gestion des revenus pétroliers au Nigeria.

Les résultats macro-économiques ont montré que l'équilibre interne a été menacé alors que l'inflation a enregistré une légère hausse. Les opérations budgétaires ont été financées en grande partie par les fonds du système bancaire, et le déploiement des recettes pétrolières excédentaires. Elles ont conduit à une augmentation substantielle des dépenses au cours de l'année, faisant pression sur les prix intérieurs et le taux de change. Bien que le Nigeria ait réuni trois des critères de convergence en 2001, la performance sur chaque critère n'a pas été suffisamment encourageante à l'égard des objectifs pour 2003. Afin d'atteindre les objectifs fixés pour 2003, les autorités du Nigeria doivent fournir des efforts suffisants pour appliquer des mesures politiques pour une convergence soutenue. Le Nigeria a manqué le critère de l'inflation dans les deux dernières années alors que celle sur le financement de la banque centrale semble menacée en raison de la tendance actuelle dans les opérations monétaires pour accueillir les opérations fiscales du gouvernement.

Les développements au **Nigeria** reflètent dans une large mesure les contraintes juridiques, institutionnelles et politiques de gestion économique. Il est devenu très clair que tout programme de convergence économique doit comporter des propositions fortes pour une réforme de l'environnement juridique et institutionnel au Nigeria. En liaison avec le programme de convergence IMAO,

il serait impératif pour les autorités d'initier des procédures afin de ratifier l'Accord de la Zone monétaire ouest-africaine et les statuts de ses institutions. D'autres recommandations sont les suivantes:

- Le gouvernement du **Nigeria** doit s'y prendre plus rapidement pour revoir le plafond sur le financement par la banque centrale du déficit budgétaire en ligne avec le critère de convergence de la ZMAO de 10 pour cent des recettes fiscales de l'année précédente au lieu de la disposition actuelle de 12,5 pour cent des recettes publiques au cours de l'année financière. Cela reviendrait à préparer le pays, à remplir l'exigence de la Banque ouest-africaine centrale, qui prévoit que le financement de la Banque centrale du déficit budgétaire soit complètement éliminé.
- Le **Nigeria** devrait également essayer de mettre en place un fond de stabilisation des recettes pétrolières comme cela a été appliqué avec succès dans les pays pétroliers d'autres producteurs de l'Afrique et du Moyen-Orient et que l'IMAO a recommandé dans le programme 2001. Une opération réussie d'un fond de stabilisation aiderait à maintenir la stabilité macro-économique et permettre au pays de poursuivre une stratégie de croissance durable. Les gouvernements des États fédérés doivent être amenés à comprendre l'importance de la stabilité macroéconomique.
- Dans le secteur financier, la dépendance excessive du gouvernement fédéral sur les revenus du pétrole est une source de préoccupation. Le gouvernement doit s'orienter vers la diversification de l'assiette fiscale à travers l'introduction de réformes de l'administration des douanes et éventuellement en augmentant

les niveaux de la TVA afin que ceux-ci correspondent à la moyenne dans la sous-région CEDEAO.

- Alors que la préoccupation pour la croissance, les développements et l'amélioration de la qualité de vie des Nigériens est légitime, il est important de reconnaître que les dépenses du gouvernement financées par la création de monnaie à risque est contre-productif, car cela conduirait à des taux plus élevés de l'inflation, une mauvaise affectation des ressources et le rabougrissement de la croissance économique.
- La politique monétaire doit être beaucoup plus serrée qu'elle ne l'est actuellement, et la Banque centrale doit augmenter ses ventes de factures CBN pour neutraliser l'effet de la politique budgétaire expansionniste sur la croissance monétaire.
- Le marché des changes au Nigeria a été relativement stable, pas à cause des améliorations dans les fondements de l'économie, mais en raison d'une intervention lourde par la vente de devises par la Banque centrale. Il est clair que cette politique est insoutenable et une politique consistant à permettre au taux de change de refléter pleinement les fondamentaux économiques permettrait d'assurer une économie plus compétitive à moyen terme. Alors que la prime entre les taux de change officiel et parallèle ne peut pas être complètement éliminée, la prime actuelle de près de 20 pour cent est une indication claire de l'inefficacité sur les marchés. Il serait essentiel pour la Banque centrale de revoir les mesures administratives et de réduire les goulots d'étranglement sur le marché officiel qui mènent invariablement à un marché

parallèle plus attrayant. Cela réduirait considérablement la prime. La Banque centrale devrait également élaborer une stratégie de retrait progressif du financement du marché des changes à moyen terme. Cette mesure devrait être complétée par l'accession des entreprises privées, par la participation du secteur privé dans la commercialisation en aval de pétrole brut pour l'usage domestique et d'exportation. Cela diversifierait la base des avoirs en devises étrangères et élargirait l'approvisionnement du marché en répandant les bénéfices de ce marché dans tous les secteurs de l'économie.

- Contrairement à l'objectif déclaré de défendre une économie du secteur privé, l'allocation du crédit intérieur au cours de 2001 a été biaisée en faveur du secteur public. Cette domination financière de l'économie nigériane est préjudiciable au développement d'une économie efficace et productive et concurrentielle. Le processus de renforcement du secteur privé doit commencer par la relaxation des contraintes à l'accès du secteur privé au crédit. Cela pourrait s'avérer meilleur dans la demande et la réclamation sur les ressources financières par les trois tiers du gouvernement.

**GAMBIE:** la Gambie n'a satisfait que trois critères principaux: le financement par la banque centrale, l'inflation et la couverture des réserves d'importations. Puisque la performance en 2001 est en deçà de l'objectif pour 2003, le pays a besoin de fournir plus d'efforts en matière de réformes politiques majeures dans tous les secteurs de l'économie. Les dérapages significatifs dans la politique budgétaire en 2001 a conduit à la croissance monétaire élevée et représentait le bas niveau des réserves de change. La stratégie pour la Gambie dans le moyen terme devrait être de continuer à poursuivre la stabilité des prix et taux de



change, et de promouvoir la croissance économique en utilisant des incitations de marché qui permettent des activités du secteur privé.

L'IMAO approuve le plan à moyen terme de la Gambie, qui vise à atteindre un taux annuel de croissance du PIB réel d'environ 6 pour cent par an, un taux d'inflation annuel à environ 4 pour cent et une augmentation de l'investissement total à 21,4 pour cent du PIB d'ici 2004. Bien que les réserves officielles de change sont programmés à 5,5 mois d'importations, l'IMAO pourrait recommander que les autorités augmentent ces réserves à 6 mois d'importations. Ceci peut être réalisé en resserrant davantage des politiques monétaires et budgétaires et la diversification des recettes en devises.

Les améliorations de l'administration fiscale dont le gouvernement a tracé les grandes lignes doivent être effectuées et l'accumulation des arriérés d'impôts par les organismes du secteur public devraient être évitée. L'informatisation des agences de revenus devraient également aider dans le processus d'amélioration des revenus. Le rapprochement régulier des comptes du Trésor avec ceux de la Banque centrale serait crucial dans les efforts d'assainissement budgétaire.

**SIERRA LEONE:** Ce pays est actuellement inscrit au programme de réduction de la pauvreté et de la Croissance (FRPC); il est admissible à l'IDA. C'est le seul pays (de la ZMAO) avec un PIB d'environ 136 dollars américain. Il est envisagé que dans le moyen terme, la Sierra Leone aura besoin d'une aide concessionnelle importante de la communauté internationale. Elle est susceptible de demeurer un pays admissible à la FRPC et l'IDA. Compte tenu d'un taux de croissance moyen de 6 pour cent par an, taux constant de change

effectif réel et un taux moyen de croissance démographique de 2,4 pour cent par an, le PIB par habitant en prix constants de 2000 est estimée par le FMI à atteindre 270 dollars en 2020.

La situation économique en Sierra Léone s'est quelque peu améliorée durant la période 1999 – 2001. La confiance dans l'aide multilatérale pour le processus de paix a augmenté grâce à l'appui militaire de l'ONU qui a fourni du matériel, des troupes et assure la formation de l'armée sierra-léonaise. Bien que les exportations restent atones en raison de la situation de la sécurité et l'occupation par des rebelles des zones agricoles et minières, il y a eu une amélioration significative dans le commerce, ainsi que la réhabilitation des industries auparavant en difficulté. La plupart des objectifs et cibles du programme au titre des fonds, programme d'assistance d'après le conflit ont été atteints et un bon nombre de repères et objectifs prévus ont été respectés.

Le programme économique et financier pour 2002 - 2003 se devrait de continuer à se fonder sur la relance économique à moyen terme et sur le programme de réhabilitation actuellement mis en œuvre par le gouvernement.

En outre, toutes les formes ou vestiges d'hostilité qui pourraient faire dérailler la paix chèrement acquise dans le pays devraient être résolus à l'amiable. Par ailleurs, le vrai test de la durabilité du processus de paix sera les élections démocratiques prévues pour mai 2002. Avec l'élection libre et équitable, un environnement favorable aura été créé pour une croissance économique accrue et un développement par la reprise des activités économiques dans le pays tout entier.

Pour satisfaire à l'équilibre déficit fiscal / PIB, les politiques budgétaires doivent être plus axées sur la mobilisation des recettes. À cet égard, le mécanisme fiscal devrait être réformé. Plus précisément, l'introduction du régime de la Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA), qui rendrait difficile d'échapper à l'impôt contribuerait grandement à élever le profil des revenus du gouvernement jusque-là précaires. Du côté des dépenses, le gouvernement devrait rationaliser ses dépenses par l'adoption et la mise en œuvre de mesures plus strictes de contrôle des dépenses. Afin d'éviter l'instabilité macro-économique qui pourrait faire dérailler les progrès réalisés jusqu'ici dans la poursuite du programme de convergence, la tendance observée sur le recours à la banque centrale pour financer le déficit public devrait être abandonnée.

Malheureusement, les subventions peuvent continuer à rester la cheville ouvrière des opérations budgétaires au moins pour les trois à cinq prochaines années. Cependant, dans l'avenir, le gouvernement devrait être plus réaliste par rapport aux entrées de dons pour financer les lacunes des tarifs du budget afin de ne pas faire dérailler les opérations financières et donc de créer une instabilité inutile lorsque les entrées à venir ne sont pas projetées. Alternativement, les subventions devraient être liées aux dépenses discrétionnaires du gouvernement.

Les entrées projetées des subventions dans les années à venir seront certainement un défi réel pour la gestion de la politique monétaire. Afin de consolider les gains réalisés jusqu'ici sur le front monétaire, la Banque centrale devrait poursuivre une politique monétaire restrictive compatible avec la réalisation d'un taux d'inflation à un chiffre unique proposé par la banque pour

l'année 2002 et de 5 pour cent en 2003. Là où une monétisation rapide pourrait créer un problème, la Banque devrait envisager une participation effective dans le marché monétaire pour éponger les liquidités excédentaires dans l'économie. La Banque devrait prendre des mesures pour réduire le déficit entre le taux d'épargne et de prêt. En outre, la banque pourrait planifier vers l'émission de son propre instrument de politique monétaire pour dompter la flambée de liquidité.

Compte tenu de la perspective de la reprise du pouvoir par le gouvernement que manifeste le pays entier en raison de désarmement de tous les combattants du Front révolutionnaire uni et les Forces de défense civile, la politique du gouvernement devrait se concentrer davantage sur le développement agricole, en particulier la production de bois. Le secteur privé devrait être encouragé à participer pleinement à la production des cultures commerciales. Par ailleurs, l'adoption d'une politique minière réaliste qui aura pour effet de donner au gouvernement un certain niveau de contrôle sur toute exploitation minière ainsi que d'une redevance réaliste et compétitive et des droits sur les exportations de minerais devrait être faite. Le niveau actuel d'environ 3 pour cent sur les exportations de diamants alluvionnaires est irréaliste et ne correspond pas aux pratiques actuelles dans les pays producteurs de minéraux.

Le développement des agro-industries même au niveau des petites et moyennes entreprises contribuera à ajouter de la valeur aux produits agricoles et donc à accroître les recettes de leurs exportations. Cela fournira de multiples avantages: création d'emplois et donc réduction de la pauvreté, amélioration

dela quantité des produits à exporter et donc génération de plus de revenus pour le gouvernement et le secteur privé.

L'ambition de mettre en marge des réserves pour couvrir 2 mois d'importations, prévue dans le budget pour 2002, même si elle était atteinte, ne serait pas satisfaisante lorsque comparée au critère de convergence stipulé. Pour remédier à cela, il serait utile d'explorer les avenues d'une politique permettant de constituer des réserves. Le gouvernement pourrait créer un marché de changes autonomes pour devises étrangères, où le secteur privé et les banques pourraient librement échanger leurs devises à la Banque de Sierra Léone, laquelle serait mandatée d'acheter les dites devises, à un taux qui se rapproche de celui du marché parallèle. Limiter la documentation au niveau des minéraux dans les domaines des transactions du compte courant encouragerait le secteur privé à utiliser le système bancaire. En tenant compte des économies projetées dans le cadre du programme PPTE, le gouvernement devrait adopter comme une question de politique (financière) de l'économie, l'utilisation des épargnes pour constituer des réserves.

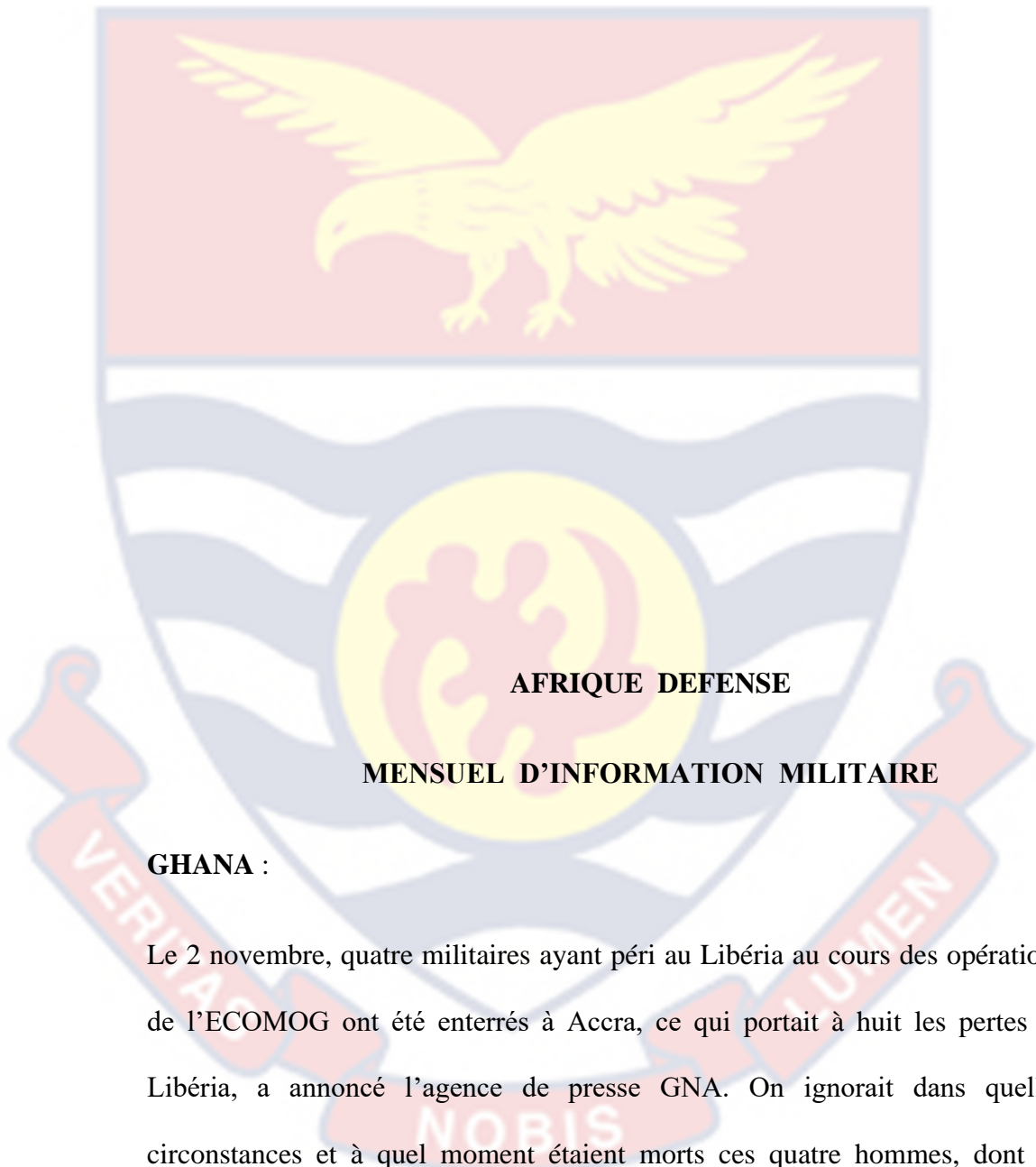


VERSION

**AFRIQUE DEFENSE**

**MENSUEL D'INFORMATION MILITAIRE**

(No 154)

**AFRIQUE DEFENSE****MENSUEL D'INFORMATION MILITAIRE****GHANA :**

Le 2 novembre, quatre militaires ayant péri au Libéria au cours des opérations de l'ECOMOG ont été enterrés à Accra, ce qui portait à huit les pertes au Libéria, a annoncé l'agence de presse GNA. On ignorait dans quelles circonstances et à quel moment étaient morts ces quatre hommes, dont un officier.

**NIGERIA**

### Reduction d' effectifs

L'armée de l'air allait fermer sept de ses seize bases sur le territoire national, poursuivre la réduction de ses effectifs, et retirer de la circulation plusieurs types d'appareils, dont le Jaguar franco-britannique, a annoncé son chef d'état-major, le général Nureini Yusuff, le 20 novembre. La taille de l'armée de l'air a "peut-être augmenté au-delà des moyens de l'économie nationale au cours des années", a déclaré le ministre au cours d'une rencontre d'état-major. Sa restructuration serait basée sur la mise en place d'un nouveau système central de contrôle du réseau radar de défense. L'armée de l'air compte 10,000 hommes et officiers et une centaine d'avions de combat, ce qui fait d'elle l'ensemble le plus puissant d'Afrique sub-saharienne, derrière le dispositif de l'Afrique du Sud. L'armée de l'air comportera quatre grandes directions à l'état-major et trois commandements (formation, logistique et tactique) formés de vingt groupes répartis dans neuf bases sur le territoire national. Cette structure implique la fermeture des bases opérationnelles de Maiduguri, Calabar, Minna et Llorin, des centres de formation de Sokoto et Enugu et du centre de transport aérien d'Ibadan, dont les activités seront intégrées au centre de commandement tactique de Makurdi. Plusieurs de ces bases ne comportaient que des installations légères.

L'état-major devait recommander en outre le retrait de la circulation des avions d'entraînement britanniques Bulldog, des transporteurs et appareils d'appui au sol italiens G-22 et MB-339 AerMacchi, et du franco-britannique Jaguar, dont le Nigéria avait acquis plusieurs exemplaires au début des années 80.



## BURKINA FASO

### Hostilité

Le 25 novembre, les forces combattantes, organisation burkinabée clandestine, s'est élevé contre l'engagement de militaires du Burkina Faso aux côtés de Charles Taylor, chef du Front National Patriotique du Libéria. Cinquante deux des deux cent cinquante militaires burkinabés envoyés au Libéria, y avaient été tués, a affirmé cette organisation. Elle mettait nommément en causes plusieurs responsables militaires qui, selon elle, auraient proposés une prime quotidienne de 50 000 F CFA pour les volontaires au Libéria. Enfin, elle a accusé M. Taylor d'avoir "joué un rôle avec ses mercenaires libériens et camerounais le 15 octobre 1987" c'est-à-dire lors du coup d'Etat qui avait coûté la vie au capitaine Thomas Sankara et installé au pouvoir le capitaine Blaise Compaoré. Les journalistes ayant séjourné dans le maquis libériens avec M. Taylor y avaient remarqué de nombreux soldats burkinabés qui assuraient en particulier la sécurité de la résidence et des déplacements du chef de la principale faction armée du Libéria. Le président Compaoré avait confirmé officiellement l'été dernier que son pays aidait le NPLF.

- Les Etats-Unis tenaient le Burkina Faso pour **responsable de la guerre civile au Libéria** et envisageait de couper près d'un demi-million de dollars d'aide à ce pays. Un membre du gouvernement a déclaré que la suspension de 450 000 dollars d'aide au Burkina-Faso était à l'étude. Cette somme comprenait notamment un programme d'entraînement

militaire. 9,5 millions de dollars d'aide étaient prévus au budget 1990. "Je crois qu'il est très important de montrer du doigt le gouvernement du Burkina-Faso", qui envoie des armes libyennes à une des factions en guerre " par avion ou par route", a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, M. Herman Cohen, le 28 novembre. Le gouvernement "a pris la décision délibérée il y a un an de soutenir Charles Taylor", a-t-il ajouté.

- Le secrétaire d'Etat a déclaré que, lors d'une tournée en Afrique de l'Ouest en septembre, il avait fait savoir au président Blaise Compaoré que les Etats-Unis désapprouvaient "sa politique d'envoyer des armes de Libye au FNPL, et que s'il poursuivait, les relations bilatérales ne pourraient que se détériorer".

#### **COTE D'IVOIRE : REELU**

M. Félix Houphouët-Boigny a été réélu président de la République avec 81,68 % des suffrages exprimés, selon les résultats définitifs du scrutin du 28 octobre, proclamés par la Cour suprême, le 7 novembre. Le président qui était à son septième mandat, a recueillis 2,445,365 voix contre 548,441 au professeur Laurent Gbagbo, leader du Front Populaire Ivoirien. 4,408,810 électeurs étaient inscrits pour ce dernier scrutin à deux candidats. Le taux d' abstention a atteint 30,84%.

- Le 7 novembre, M. Alassane Ouattara, 48 ans, président du Comité interministériel de coordination du programme de stabilisation et de

relance économique, a été nommé **premier ministre** par le Président Felix Houphouet-Boigny. Cette nomination, qui a eu lieu vingt-quatre heures après la création du poste de Premier ministre, a été annoncé a l'issue d' un conseil des ministres extraordinaire.

### **Nouveau Gouvernement**

Le 30 novembre, le Premier ministre, M Alassane Ouattara, a formé son gouvernement réduit à dix-neuf ministres, a annoncé M. Auguste Miremont, porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication. Le tableau ci-après donne la composition de ce gouvernement.

### **Le nouveau gouvernement ivoirien :**

Voici la composition du nouveau gouvernement ivoirien nommé le 30 novembre par le président Félix Houphouët Boigny sur proposition du premier ministre M. Alassane Ouattara:

Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances : M. Alassane Dramane Ouattara;

Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'Economie, des Finances, du Commerce et du Plan : M. Daniel Kablan Duncan;

Ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des Matières Premières : M. Guy-Alain Emmanuel Gauze ;

Défense : M. Léon Konan Koffi ;

Affaires étrangères : M. Amara Essy ;

Intérieur et Sécurité: M. Emile-Constant Bombet;

Ministre de la justice: Mme. Jacqueline Lohoues-Oblé;

Education nationale: M. Vamoussa Bamba;

Recherche scientifique et Enseignement professionnel et technique:

M. Alassane Salif N'Diaye;

Agriculture et Ressource animale: M. Lambert Kouassi Konan;

Santé et Protection sociale : M. Frédéric François Alain Ekra;

Communication, Porte-parole du gouvernement: M. Auguste Sévèrin  
Miremont;

Equipement, Transport et Tourisme : M. Adama Coulibaly ;

Environnement, Construction et Urbanisme: M. Ezan Ekélé ;

Emploi et Fonction publique : M. Patrice Kouamé ;

Culture : Mme. Henriette Dagri Diabaté ;

Promotion de la Femme : Mme. Claire-Thérèse Elisabeth Grah ;

Postes et Télécommunications : M. Yao Nicolas Kouassi Akon ;

Jeunesse et Sports : M. René Djédjémel Diby .

**BENIN****Décès**

Le 19 novembre, un militaire, Etienne Amoussou, 22 ans, est décédé dans un hôpital de Montpellier (Sud de la France) après avoir été victime d'un malaise, la veille, dans le cross du quotidien midi-libre auquel il prenait part. Transporté au centre hospitalier régional de Montpellier, ce militaire qui participait au cross avec ses camarades de l'École d'application d'infanterie de Montpellier, n'a pu être sauvé.

**CAMEROUN****Confiance**

Le 30 novembre, le chef de l'Etat, M. Paul Biya, a affirmé à Yaoundé qu'il faisait confiance à l'armée et à ses chefs pour que le pays "reste et demeure un Etat de paix, un Etat libre". M. Paul Biya, qui présidait la cérémonie de la 25e promotion des élèves-officiers de l'Ecole militaire inter-armes du Cameroun, a évoqué la fin de la guerre froide entre l'Europe de l'Ouest, se félicitant de ce que le désarmement et les efforts pour le développement aient pris le dessus sur la guerre. Le chef de l'Etat a toutefois déploré les "nombreux conflits qui subsistent encore en Afrique", ajoutant que, pour sa part, "le Cameroun ne nourrit aucune ambition de puissance". Cette nouvelle promotion, baptisée:

“Unité et Solidarité”, comprenaient 29 officiers, parmi lesquels 4 Béninois et 3 Nigériens.

## SENEGAL

Le 18 novembre, le président Abdou Diouf a quitté Djeddah, dans l'Ouest du royaume saoudien, au terme d'une visite de trois jours au cours de laquelle il s'est notamment entretenu avec le roi Fahd de la crise du Golfe et des relations entre les pays islamiques.

M. Diouf a également rencontré en Arabie saoudite l'émir du Koweït en exil, le cheik Jaber Al Ahmed As Sabah, avec qui il a évoqué le report du 6<sup>ème</sup> sommet islamique, prévu initialement en janvier à Dakar. Ce sommet, qui devait réunir les chefs d'Etat des 45 pays membres de l'Organisation de la conférence islamique, a été reporté sine die en raison de “la situation créée par l'occupation irakienne du Koweït” le 2 août dernier.

Le Koweït assure la présidence de l'IOCI depuis 1987. De retour du Japon, où il avait assisté aux cérémonies du sacre de l'empereur, le chef de l'Etat a par ailleurs inspecté le 17 les 500 soldats du contingent sénégalais stationné en Arabie saoudite dans le cadre de la force multinationale. Au cours de cette inspection, M. Diouf a assisté à un exercice militaire effectué par une partie du contingent de son pays.

### **Prêt à accroître son contingent**

Le 19 novembre, le président Abdou Diouf a annoncé, à son retour à Dakar après une visite de trois jours en Arabie saoudite, que le pays était prêt à

accroître les effectifs de son contingent envoyé sur le territoire saoudien pour y protéger les lieux saints de l'islam dans le cadre de la crise du Golfe.

- Dans la nuit du 28 novembre, trois personnes, dont deux policiers appartenant au groupement mobile d'intervention ont été tuées à Ziguinchor, lors d'une **attaque menée à l'arme automatique** par les indépendantistes casamançais. La troisième victime de cette attaque menée vers 11h00 GMT serait une femme non identifiée. L'attaque aurait fait plusieurs blessés qui ont été évacués sur l'hôpital régional de Ziguinchor.

## MALI

### Questions frontalières

Le 26 octobre, les ministres de l'Intérieur de l'Algérie, du Mali et du Niger, trois pays confrontés au problème des nomades touaregs, ont réaffirmé leur volonté de veiller sur leurs frontières, à Gao, à l'issue d'une réunion d'une journée. Les ministres : M. Mohammed Sallah Mohamedine (Algérie), le colonel Issa Ongoiba (Mali), le commandant Mamadou Tandou (Niger), ont évalué la coopération tripartite, notamment depuis la réunion tenue à Tamanrasset (Algérie) en juin sur la circulation des personnes et des biens du développement dans les zones frontalières. Le colonel Ongoiba a proposé la multiplication des patrouilles mobiles de part et d'autre de la frontière, la

sensibilisation des populations frontalières pour le respect des lois et règlements en vigueur dans les pays de la région, le renforcement de la coopération pour lutter efficacement contre l'introduction clandestine de la drogue ainsi que la contrebande. Les nomades Touaregs étaient en rébellion ouverte contre l'Etat.

Bamako accusait la Libye d'avoir armé les Touaregs qui depuis plusieurs mois harcèlent les troupes gouvernementales dans la région de l'adras des Iforas, dans le Nord-Est, non loin des frontières algérienne et nigérienne. Ces affrontements auraient déjà fait plusieurs centaines de morts, civils et militaires.

## **SIERRA-LEONE**

### **Remplacement**

Le 25 octobre, un navire nigérian est parti de Freetown en fin de journée avec environ 30 000 sacs de riz et une importante cargaison d'huile alimentaire mondial des Nations-unies pour les milliers de libériens bloqués à Monrovia. Les officiers du navire, le NNS Ambe, ont précisé que le chargement qui avait duré trois jours, avait été accéléré à la suite d'information selon lesquelles 50 Libériens mourraient de faim chaque jour à Monrovia.

D'autre part, We Yone, journal du parti au pouvoir, rapporte que le lieutenant-colonel Modu Hanciles, commandant du contingent sierra-léonais de



l'ECOMOG, a été remplacé. Le journal ne donnait pas de raison à cette démission, mais indiquait que le colonel Conteh a quitté le 27 Freetown sur l'Ambe. Le colonel Hanciles participait au corps expéditionnaire depuis qu'il avait été envoyé au Libéria le 24 août par la CEDEAO civile. Dans l'entourage familial du colonel, on précise que sa santé était mauvaise "depuis quelques temps", tandis que d'autres informations faisaient état de désaccord entre lui et le commandant nigérian de l'ECOMOG, Joshua Dogonyaro.

### **Menace**

Le 11 novembre, président Joseph Momoh a qualifié, dans un entretien accordé au quotidien indépendant New Citizen, d' "acte d'ingratitude et de couardise", la menace de bombarder l'aéroport de Freetown proférée par Charles Taylor, chef du plus important mouvement rebel au Libéria. M. Taylor avait déclaré le 1er au cours d'une émission de la BBC qu'il ne se voyait pas continuant de se "retenir de détruire l'aéroport international de Freetown, qui sert de base aux avions de la force d'interposition ouest-africaine pour lancer des raids au Libéria, tuant des enfants et des civiles sans défense". Le président Momoh a déclaré : "Charles Taylor plus que quiconque devrait être conscient des problèmes qu'il nous a créés avec sa guerre au Libéria. Nous nous saignons pour venir en aide à son peuple. Nos services sociaux sont submergés et même notre économie est ébranlée". A propos des raids aériens que pouvait lancer le mouvement de M. Taylor contre la Sierra-Leone, le président a ajouté: "ce ne sera pas facile, même s'il possède des Mi9-17 ou 20. En outre, de tels raids constitueraient une déclaration de guerre contre les cinq pays de la force d'interposition ouest-africaine".

## Renforcement

La sécurité a été renforcée à la suite des récentes menaces de Charles Taylor, chef du NPLF, a indiqué un porte-parole de la police. Charles Taylor avait menacé d'attaquer la Sierra-Léone, car l'ECOMOG utilisait l'aéroport de Freetown pour lancer des raids aériens contre ses positions. Les autorités ont déployé 800 hommes équipés d'artillerie lourde à la fin de la première quinzaine de novembre, à la frontière du Libéria à Kailahun, à 465 kilomètres à l'Est de Freetown.

## LIBERIA

### Mercenaires Etrangères

Des mercenaires étrangers se battaient avec les rebelles de Charles Taylor après les avoir entraînés au maniement des armes, a affirmé la CEDEAO qui ignorait la nationalité des mercenaires, le 12 novembre.

- Deux Alpha Jet nigériens avaient été touchés, au début de la semaine précédente, au cours d'une **attaque aérienne de l'ECOMOG** contre un convoi d'engins blindés envoyé en renfort aux troupes de NPLF de Charles Taylor, a-t-on annoncé le 25 octobre. Cependant, les deux pilotes sains et saufs, ont pu ramener leurs appareils endommagés à leur base de Freetown. Au cours de cette attaque, le convoi qui circulait

entre le port de Buchanan et la ville de Gbargna, fief de Charles Taylor aurait été entièrement détruit. En revanche, un porte-parole du gouvernement a officiellement démenti que les troupes rebelles de Charles Taylor aient abattu des avions de combat nigériens appartenant à l'ECOMOG, comme l'avait affirmé en début de semaine, la radio du NPFL.

- Le 26 octobre, une équipe de Médecins sans frontières, qui avait dû se replier d'une zone tenue par les rebelles de Charles Taylor, a pu y retourner après des contacts avec la guérilla. 12 à 15 membres de MSF avaient été forcés de se replier récemment des hôpitaux de Kakata, Fendall, Bensonville et Harbel. Ils étaient menacés, en particulier un Belge, par des rebelles du NPLF âgés de 10 à 15 ans qui manifestaient des sentiments anti-américains et par extension, anti-blancs: ces délégués de différentes nationalités : Américains, Belges, Espagnols, Libériens, et Néerlandais, avaient notamment été menacés à des barrages routiers, "Le problème est en voie de règlement", a déclaré MSF. L'équipe allait définir un nouveau programme avec les rebelles de MSF, qui distribuaient des vivres et dispensaient des soins médicaux, seraient désormais mobiles dans cette zone et ne stationneraient plus en permanence dans des hôpitaux, comme ils l'avaient fait jusqu'à présent.
- Le 1er novembre, dix soldats de la force d'interposition ouest-africaine se trouvaient dans une condition critique dans un hôpital militaire près de Freetown, ont annoncé à l'AFP des sources militaires sierra-

léonaises. Selon celles-ci, les soldats blessés avaient été transportés le 31 octobre à Freetown, par un hélicoptère de l'armée nigérienne après avoir été **touchés par des "éclats à la suite d'une série de bombardements par l'ECOMOG de positions tenues par les rebelles de Charles Taylor"**. "Près de 40 autres soldats de l'ECOMOG souffrent de blessures légères", ont ajouté ces sources, sans préciser le lieu exact des incidents. Le commandant en chef de l'ECOMOG, le général Joshua Dogonyaro a eu le 31 octobre au soir, une réunion avec des membres du gouvernement intérimaire, dont le président désigné, le professeur Amos Sawyer, selon des sources proches de ce gouvernement mis en place dans la capitale sierra-léonaise. "Dogonyaro a expliqué aux officiels la situation militaire à Monrovia et ils ont parlé du départ éventuel du gouvernement pour la capitale libérienne", ont précisé ces sources. "Nous attendons le feu vert de l'ECOMOG pour partir à Monrovia", a déclaré le ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire, M. Baccus Mathews.

- Le 2 novembre, quelques 1500 réfugiés du Libéria sont arrivés à Freetown à bord du bateau de guerre nigérian Ambe, portant à près de 20,000 personnes, le nombre total de Libériens et d'Africains de l'Ouest évacués par mer au cours des six dernières semaines, selon les autorités portuaires. Un des 800 Libériens arrivés par ce navire a déclaré que Monrovia était "une **ville fantôme** hantée la nuit par des bandes de brigands issues de l'armée régulière libérienne", fidèle au président Samuel Doe.

Par ailleurs, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères sierra-léonaise a annoncé qu'une délégation de cinq membres de la CEDEAO allait se rendre à Tripoli à la fin de la semaine pour des entretiens avec le colonel Kadhafi au sujet de la situation au Libéria. Il a précisé que cette délégation devait "convaincre le colonel Kadhafi de cesser de fournir en armes les rebelles de Charles Taylor".

- Le 7 novembre, l'aéroport James Spriggs Payne de Monrovia fermé depuis le début de l'été en raison des combats entre les troupes gouvernementales et les forces rebelles devait être **rouvert au trafic des hélicoptères et des avions légers**, a annoncé un porte-parole de l'ECOMOG. Celui-ci a ajouté que l'aéroport situé à quatre kilomètres à l'Est du palais présidentiel avait été utilisé ces derniers temps par la force ouest-africaine pour évacuer ses soldats blessés. Celle-ci avait pris le contrôle de l'aéroport à la mi-octobre.
- Le 7 novembre, le petit aéroport de Monrovia dit Spriggs Payne a été **rouvert à la circulation des avions légers**. Selon des diplomates africains, le seul aéroport international de Monrovia, celui de Robertsfield ne sera pas rouvert dans un proche avenir en raison des dégâts importants que ses équipements avaient subi. Cet aéroport avait été utilisé au cours des derniers mois par le Front national patriotique du Libéria pour l'acheminement d'armes en provenance de Libye et du Burkina- Faso. Par ailleurs, des informations en provenance de la zone frontalière de la Sierra-Léone avec le Libéria indiquaient que les

autorités sierra-léonaises empêchaient désormais les rebelles du NPLF de franchir la frontière pour s'approvisionner en Sierra-Léone

- Le gouvernement intérimaire du professeur Amos Sawyer serait officiellement **mis en place** la semaine suivante à Monrovia, a annoncé le 7 novembre à Lagos le chef d'état-major de la force ouest-africaine d'interposition, le général Cyrili Iweze. Le chef de l'une des factions rebelles, Prince Johnson coopérait avec l'ECOMOG pour l'arrivée du nouveau gouvernement. Beaucoup de partisans de Charles Taylor se rendaient aux forces de l'ECOMOG. La marque et le type des armes saisies sur les rebelles étaient d'origine libyenne, selon le général qui n'a pas donné d'autres détails. Celui-ci a admis un certain nombre de pertes au sein de l'ECOMOG qu'il a qualifiées d'acceptables, ajoutant que le chiffre tournait autour de 2% des effectifs. 7000 soldats constituaient l'ECOMOG.
- Le 8 novembre avait repoussé le NPLF de Charles Taylor **à plus de 60 kilomètres à l'Est et à l'Ouest de Monrovia** et contrôlait la station nationale de radio de Paynesville. Toutefois, cette radio, qui avait cessé d'émettre le 20 octobre, reste fermée.
- Le 9 novembre, les troupes de la force d'intervention ouest-africaine ont retrouvé des douilles d'obus lancés par le Front national patriotique et portant des **inscriptions libyennes**, ce qui selon eux est la preuve formelle que la Libye apportait son soutien au mouvement. Le NPLF aurait reçu depuis plusieurs mois des armes de la Libye et du Burkina-

Faso. Selon des diplomates africaines, de nombreux rebelles du NPLF traversaient la frontière Est du Libéria pour se rendre en Côte d'Ivoire. Un diplomate a indiqué que les troupes de l'ECOMOG qui avaient repoussé les rebelles hors de Monrovia se dirigeaient vers Kakata, à 55 kilomètres au Nord de la capitale où plusieurs Nigériens étaient détenus en otages par les rebelles menés par Charles Taylor.

- L'ECOMOG pourrait jouer le rôle d' **armée nationale du pays pour une période transitoire**, a-t-on indiqué le 15 novembre à Lagos, de source proche du gouvernement fédéral. Cette éventualité a été abordée au cours des conversations que le Pr. Amos Sawyer, président intérimaire, a eu avec le général Ibrahim Babangida et le vice-président Augustus Aikhomu.
- Le 16 novembre, l'ECOMOG a effectué un nouveau **raid aérien** contre le port de Buchanan. L'attaque a été menée par deux avions Nigériens qui ont décollés de la capitale sierra-léonaise et ont "attaqué avec succès des installations militaires ennemies avant de regagner leur base sans dommage".
- Le 16 novembre, les deux principaux ports de Buchanan sous le contrôle des rebelles (NPLF) ont été **déclarés zones de guerre**, a indiqué à l'AFP le représentant de la force Ouest-africaine d'interposition à Freetown, M. Joshua Iroha. "Un avertissement a été lancé à tous les navires marchands pour qu'ils évitent la zone", a-t-il dit. Cette décision faisait partie du plan de l'ECOMOG pour couper

l'approvisionnement en armes du NPLF a dit M. Iroha, qui a affirmé que la CEDEAO avaient des preuves que des armes avaient été acheminées par Buchanan pour certains pays africains, qu'il n'a pas nommés. Les rebelles de Charles Taylor étaient solidement implantés à Buchanan, situé à une centaine de kilomètres à l'Est de la capitale, le plus important complexe minéralier du pays, qui leur servait de base arrière face aux troupes de l'ECOMOG déployées dans la zone de Monrovia.

- **Le 17 novembre, les troupes de l'ECOMOG bloquaient le port de Buchanan**, a-t-on confirmé à Lagos de source proche du gouvernement fédéral nigérian. La zone, et en particulier le port, de Buchanan, était donc interdite, a-t-on précisé de même source, et les navires de toute provenance invités à s'en éloigner. L'avertissement avait déjà été donné avant le raid aérien effectué le 14 après-midi sur le port de Buchanan par cinq avions Alphajet de l'aviation nigériane indiquait-on de même source.

Les avions nigériens avaient "complètement détruit" un navire soupçonné de convoyer des armes à destination des forces de Charles Taylor. Le ministre de la défense du NPLF, avait affirmé le 14 dans l'émission Focus on Africa de la BBC que le navire détruit par l'aviation nigériane était chargé de vivres et de secours. Les rapports des services de renseignement avaient indiqué au commandant de



l'ECOMOG que sa cargaison consistait en fait en armement, affirmait-on de source proche du gouvernement nigérian.

- Le chef rebelle dissident, Prince Yormie Johnson a remis au commandement de l'ECOMOG dix-sept soldats du NPLF qu'il avait capturés, a annoncé le 17 novembre l'agence de presse nigériane NAN. Prince Johnson a personnellement remis les dix-sept prisonniers au général nigérian Joshua Dogonyaro, commandant des opérations de l'ECOMOG, pour répondre aux initiatives de paix prises par l'ECOMOG et ses appels à la cessation des hostilités, a-t-il déclaré, selon NAN, qui avait un envoyé special à Monrovia. Les combattants de Charles Taylor avaient été capturés le jour même aux cours des violents affrontements avec les forces du NPLF indépendant de Prince Johnson qui combattait aux côtés de l'ECOMOG.

Plusieurs d'entre eux dont certains avaient déserté le camp de Charles Taylor, ont lancé un appel à leurs compagnons qui combattaient encore pour les inviter à déposer les armes.

- La situation demeurait dangereuse à Monrovia en raison de tirs sporadiques et du harcèlement auquel se livraient des bandes de soldats des forces armées, ont indiqué des diplomates occidentaux à Freetown, le 18 novembre. Par ailleurs, deux journalistes nigériens, arrivés le 17 de Monrovia, ont fait état d'importantes pertes parmi les soldats nigériens de l'ECOMOG. Quatre d'entre eux ont été tués à la suite de bombardements des forces du NPLF à Paynesville, 15 kilomètres à

l'est de Monrovia, ont-ils indiqué. Ils ont ajouté que les rebelles tentaient de détruire la station nationale de radio, aux mains de l'ECOMOG. Un des journalistes a affirmé avoir visité une morgue à Monrovia où se trouvaient "les corps de plus de cinquante soldats nigériens qui doivent être rapatriés à Abuja (Nigéria) pour être enterrés". Il a ajouté qu'au moins 300 soldats nigériens victimes "de graves blessures par balle" se trouvaient à l'hôpital militaire de l'ECOMOG.

- Le 18 novembre, le Pr. Amos Sawyer a donné des précisions sur l'appel au cessez-le-feu qu'il avait lancé le 15 d'Accra et dans lequel il demandait aux forces de l'ECOMOG de rester désormais sur la défensive dans leur lutte contre le NPLF de Charles Taylor.

Cet appel avait, selon un responsable de la force d'interposition, provoqué "surprise et consternation" au sein de l'ECOMOG. S'expliquant au cours d'une conférence de presse, le président intérimaire a déclaré : « nous ne demandons en aucune façon à l'ECOMOG d'abandonner son rôle de protecteur, de laisser débarquer des armes à Buchanan ou de laisser les armes s'entasser dans les églises de Gbarnga (quartier général de Charles Taylor). "Il n'y a aucune divergence d'opinion entre l'ECOMOG et nous. Nous avons toujours pensé que l'aspect militaire de la lutte ne devait servir qu'à soutenir les efforts en vue de parvenir à une solution politique. C'est

pourquoi nous avons demandé à l'ECOMOG de se cantonner dans une attitude défensive afin de signaler que nous entamons une offensive de paix", a dit le Pr. Sawyer qui a ajouté : "Nous ne demandons à personne de ne pas se défendre , mais le but de la CEDEAO est de parvenir à une solution politique et il est donc normal de commencer par demander un cessez-le-feu".

- Les raids aériens effectués par des avions nigériens de l'ECOMOG sur le port de Buchanan ont fait de nombreuses victimes, pour la plupart des femmes et des enfants. Les pilotes nigériens ne "visaient pas d'objectifs précis" et ont lâché des bombes qui ont causé des destructions massives près du port. Ces raids avaient été effectués les 14 et 16 novembre. Des responsables militaires de l'ECOMOG avaient déclaré que les raids visaient des installations militaires et des navires transportant des armes à destination des forces rebelles. Deux bateaux qui se trouvaient dans le port au moment de l'attaque se sont immédiatement rendus en Côte d'Ivoire. L'un d'eux qui transportaient notamment du riz, a été bombardé.
- Le 19 novembre, cinq civils ont été tués, dont un enfant de dix ans, et quatre autres blessés dans la zone du port de Monrovia. Lors de bombardements effectués pour la seconde journée consécutive, par les rebelles du Front national patriotique, un soldat de la force d'interposition ouest-africaine aurait aussi été tué. Les rebelles ont utilisé un lance-roquettes multiples de type BM-21, de fabrication soviétique, sur quatre camions, lançant 40 missiles de 122 mm à 20

kilomètres. Les roquettes auraient été lancées à une distance inférieure à dix kilomètres du centre de la capitale, probablement de Brewerville, au Nord de Monrovia, une zone que l'ECOMOG affirmait contrôler.

- Le 20 novembre, les capitaines des deux bateaux attaqués la semaine précédente dans le port de Buchanan ont démenti à Abidjan avoir transporté des armes pour les rebelles du Front national patriotique de Charles Taylor "Nous transportions des conteneurs vides, ainsi que du riz et des équipements médicaux", ont-ils expliqué à un journaliste de l'AFP, à l'issue d'une visite de leur cargos, l'African Camellia, effectuée notamment par des membres de l'ambassade des Etats-Unis. Les deux navires, qui battaient pavillon libérien, avaient déjà acheminé à plusieurs reprises de l'aide humanitaire à Buchanan.

Ils ont été mitraillé par deux avions nigériens de l'ECOMOG qui ont effectué plusieurs passages à basse altitude. Ils ont reçu des éclats de roquettes, mais personne n'a été blessé à bord des deux navires, qui ont quitté le port immédiatement après l'attaque.

- Le Nigéria ne déplorait aucune perte parmi les avions engagés au Libéria sous la bannière de l'ECOMOG, a réaffirmé à Lagos le général Joshua Dogonyaro, commandant des forces opérationnelles de la force d'interposition de la CEDEAO: "Il n'est arrivé à aucun appareils utilisés dans les opérations de l'ECOMOG", a déclaré le général aux journalistes, selon le Daily Times et le New Nigerian, deux quotidiens

gouvernementaux de Lagos, datés du 20 novembre. La radio rebelle avait affirmé, il y a avait un mois, que le NPLF avait abattu cinq avions nigériens de l'ECOMOG. Un démenti officiel avait été opposé par le gouvernement de Lagos, mais on reconnaissait toutefois, de source officieuse proche du gouvernement, que deux Alpha Jet nigériens avaient été légèrement touchés et avaient pu regagner leur base de Freetown.

- Le ministre nigérian des Affaires étrangères, le général du cadre de réserve Ike Nwachuku, avait eu des contacts avec le gouvernement libyen à propos de la situation au Libéria au début de la semaine à Tripoli, apprenait-on à Lagos de source proche du gouvernement le 21 novembre. La mission du ministre consistait à obtenir des autorités libyennes la promesse de cesser d'approvisionner en armes et munitions les troupes du NPLF de Charles Taylor, ces contacts ont été positifs, mais le gouvernement nigérian ne pouvait considérer tout engagement libyen qu'avec circonspection, laissait-on entendre de même source. Le général Nwachuku avait quitté Lagos le 18 à destination de Tripoli. Par ailleurs, le commandant des opérations de l'ECOMOG, le général Joshua Dagonaryo, a regagné Monrovia le 21, après être entré au Nigéria pendant le week-end en raison d'un deuil dans sa famille. Sur le terrain, les forces de l'ECOMOG bloquaient maintenant le port de Buchanan, coupant tout accès terrestre.
- Le 22 novembre, le gouvernement intérimaire, présidé par le professeur Amos Sawyer, 45 ans, a été officiellement installé, à Monrovia. La

cérémonie s'est déroulée en présence des rebelles de Prince Johnson, des soldats de l'ancienne armée nationale, de la force ouest-africaine d'interposition, des délégations diplomatiques des Etats-Unis, de Grande Bretagne, du Nigéria et d'Egypte et de ce qui restait de la haute société dans la capitale. Le Pr. Amos Sawyer et le vice président, l'évêque Ronald Diggs, ont été investis dans leurs fonctions lors d'une session spéciale de l'assemblée intérimaire. Dans son discours, le professeur Sawyer a estimé que le moral de la nation était bas. Le président du gouvernement intérimaire a demandé à M. Charles Taylor de montrer son patriotisme et de déposer les armes. Le professeur Sawyer a déclaré que son gouvernement poursuivrait son mandat pour mettre un terme à la guerre, permettre le retour des Libériens déplacés, travailler à la réconciliation nationale et superviser l'organisation d'élections libres.

- Les forces de l'ECOMOG ont pris une école servant de dépôt d'armes aux rebelles, à quelques 20 kilomètres au nord de Monrovia, a annoncé la radio britannique BBC, le 23 novembre. Citant son correspondant à Monrovia, la BBC a indiqué que le NPLF projetait d'utiliser les munitions se trouvant dans l'école, le Ricks Institute, pour lancer une attaque contre l'hôtel Africa. Cet hôtel devait, selon le NPLF, abriter le siège du gouvernement intérimaire. Les forces de l'ECOMOG, avaient depuis le week-end effectué une percée vers le Nord.
- Le 25 novembre, la vie reprenait lentement son cours normal à Monrovia, ont affirmé à Freetown des diplomates africains. Le palais

présidentiel que le président par interim, Amos Sawyer avait visité le 22 après avoir reçu les clés de la main du chef de l'ancienne armée nationale, l'AFL, le général Hezekiah Bowen, est en cours de nettoyage. Le corps d'un homme non identifié a été retrouvé à l'intérieur du bâtiment. Pour les diplomates, le principal problème auquel se trouvait confronté le gouvernement de M. Sawyer était: "Quand et comment désarmer les forces de l'AFL et celles de Prince Johnson ?". Selon eux, « les deux parties cherchaient maintenant à avoir la main-mise sur la future armée qui sera remise en place, maintenant que le conseil de défense intérimaire du général Bowen a été dissous. "Ce sera au Pr. Sawyer de décider qui dirigera cette nouvelle armée", estimaient ces diplomates.

- Le 25 novembre, les troupes de l'ECOMOG s'apprêtaient à prendre Kakata, l'un des bastions des rebelles du NPLF, situé au nord de Monrovia. L'ECOMOG a annoncé également : "Des opérations de nettoyage se poursuivaient dans la zone de l'école Ricks Institute", située à une dizaine de kilomètres au Nord-Ouest de la capitale, a été reprise par les troupes de l'ECOMOG, le 22. Un soldat a été tué et trois autres blessés au cours de ces opérations. Tous de nationalité nigériane, ils ont été rapatriés par avion à Lagos via Freetown. Le secrétariat de l'ECOMOG a également renouvelé son appel à toutes les compagnies maritimes internationales, pour qu'aucun bateau ne s'approche du port de Buchanan. "Buchanan reste une zone de guerre et est sous la surveillance constante de l'ECOMOG", a déclaré le secrétariat qui a

affirmé que le port était utilisé par la Libye et le Burkina Faso pour fournir des armes aux rebelles. D'autre part, deux pilotes nigériens ont reçu un blâme pour avoir provoqué en Sierra Léone, un incident qui a causé la mort d'un religieux musulman à Bo, à environ 240 kilomètres de Freetown. Selon des témoins, ces pilotes chargés notamment d'effectuer des missions de surveillance sur la frontière entre le Libéria et la Sierra Leone, ont semé la terreur en survolant à très basse altitude la ville de Bo. Un Sierra Léonais, Alhaji Lansana Fofana, a alors été terrassé par une crise cardiaque. "lorsque les avions sont arrivés, nous avons été pris de panique : nous avons cru que Taylor mettait à execution sa menace de bombarder la Sierra Leone, car nous laissons des avions décoller d'ici pour bombarder son camp", a expliqué un témoin.

#### **Accord de cessez-le-feu**

Le 28 novembre, un accord de cessez-le-feu total a été officiellement signé à Bamako par les trois parties belligérantes en terme du sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le Libéria. L'accord a été signé, devant les journalistes et plusieurs autres témoins, par M. Charles Taylor, pour le Front nationale patriotique du Libéria, Noah Bordolo, pour le Front national patriotique indépendant du Prince Johnson, le capitaine Wilmort Diggs, pour les forces armées libériennes et pour la CEDEAO par son président en exercice, le chef de l'Etat Gambien, Sir Dawda Jawara.



Le 27 novembre, le Front national patriotique du Libéria avait accusé à Bamako la force ouest-africaine d'interposition d'avoir bombardé Grand Mount et les environs de Lofa, localité proche de la frontière sierra-léonaise. Le ministre de la défense du Front, M. Tom Wæwiyu s'est élevé contre le fait que l'ECOMOG bombarde des localités du Libéria pendant que le comité de médiation de la communauté était en pourparlers de paix avec le NPLF.

“D'innocentes populations civiles sont en train de couler sous le déluge des bombes jetées par ceux-là mêmes qui nous parlent de paix au Libéria”, a-t-il affirmé. M. Wæwiyu a ajouté qu'il avait été informé de ces derniers bombardements de l'ECOMOG après être entré en contact radio avec les commandants militaires des zones tenues par le NPLF. Il n'a toutefois pas été possible d'obtenir confirmation officielle de ces bombardements auprès de l'ECOMOG à Bamako. Visiblement énervé, M. Wæwiyu a déclaré qu'il avait informé le secrétaire exécutive de la CEDEAO, M. Abass Bundu, de ces bombardements en lui demandant s'il désirait sincèrement la paix. “nous lançons un appel à nos frères et aux dirigeants d'Afrique pour qu'ils trouvent une solution finale à la crise libérienne s'ils ont encore quelques pitié”, a-t-il ajouté. M. Woewiyu faisait partie de l'importante délégation, conduit par le chef des rebelles à Bamako. Charles Taylor, qui prenait part au sommet extraordinaire de la communauté sur le conflit libérien.

- Le 30 novembre, les hommes de Prince Johnson ont tué à Monrovia, cinq soldats de l'armée de l'ancien Président Samuel Døe, en dépit du cessez-le-feu. La BBC a rapporté que Prince Johnson avait ordonné une attaque contre le ministre de la Défense, après avoir été informé

que les forces armées du Libéria y préparaient une embuscade contre ses troupes. Prince Johnson a déclaré : “Nous continuerons à combattre jusqu’à ce que le gouvernement intérimaire décide s’il va utiliser mon armée ou l’AFL. M. Doe ne s’est pas rendu à Banjul pour élire un gouvernement intérimaire; C’est nous qui avons élu le président par intérim M. Amos Sawyer”.

- Le 1er décembre, l’ECOMOG avait commencé à désarmer, à arrêter et à emprisonner des soldats du Front patriotique national indépendant (INPLF) de Prince Johnson et des forces armées du Libéria (AFL), reliquat de l’armée du président Doe après les affrontements au cours desquels ils avaient violé le cessez-le-feu le 30 novembre. Depuis l’entrée en vigueur de ces mesures, qui s’appliqueraient également, si c’était nécessaire, aux hommes de Charles Taylor, Prince Johnson s’était cantonné dans sa base de Caldwell, près de Monrovia, et L’AFL dans ses casernes du centre de la ville, a annoncé le 2, le général nigérian M Joshua Dogonyaro, commandant des forces opérationnelles de l’ECOMOG.

Les opérations de désarmement ont commencé vers 16 heures, alors que des fusillades éclataient encore, et elles ont continué bien que les accrochages aient cessé. Le Pr. Amos Sawyer, président du gouvernement par intérim, avait donné l’ordre aux chefs des deux factions, pendant les affrontements du 30 novembre, de retirer leurs soldats des rues de Monrovia, et de laisser le soin à la seule ECOMOG de maintenir l’ordre dans la ville. Un des points de l’accord de cessez-le-feu signé à Bamako

par l'ensemble des parties en présence donnait à l'ECOMOG le pouvoir de désarmer les factions. Des dizaines de soldats de l'INPLF et des AFL ont été arrêtés et conduits au quartier général de l'ECOMOG. Il s'agissait d'hommes qui avaient été trouvés dans les rues de Monrovia, en contravention avec les ordres présidentiels, a expliqué le général Dongonyaro. L'ECOMOG les a désarmés "parce qu'elle ne pouvait rester les bras croisés et regarder partir en miettes un cessez-le-feu obtenu à grand peine", a-t-il ajouté.



**AFRIQUE DEFENSE**

**MONTHLY JOURNAL ON THE MILITARY IN AFRICA**

**(No 154)**

**GHANA**

On 2<sup>nd</sup> November, four soldiers who died in Liberia during the ECOMOG operations were buried in Accra. This brought to eight, the total number of Ghanaian losses in Liberia, the GNA (Ghana News Agency) reported. The

time and circumstances surrounding the death of the four men including an officer, were not known.

## **NIGERIA:**

### **Downsizing**

On 20<sup>th</sup> November, the Chief-of-Staff, General Nurein Yusuf announced that the Air Force was preparing to close seven of its sixteen bases on the national territory, continue to reduce its workforce, and withdraw several types of warplanes, including the Anglo-French Jaguar. The size of the Air Force has "perhaps, increased beyond the means of the national economy over the years," the minister said during a meeting of the Air Force staff. Restructuring would be based on the establishment of a new central control radar defense network system. The air force has 10,000 officers and men as well as a hundred combat aircraft, making it the most powerful force of sub-Saharan Africa, behind that of South Africa. The Air Force will have four main divisions at the headquarters and three commands (training, logistics and tactics) made of twenty groups in nine bases on the national territory. This new structure involves the closure of bases in Maiduguri, Calabar, Minna and Llorin. Training centers in Sokoto and Enugu, and of the center for air transport in Ibadan, whose activities will be integrated into those of the tactical command center of Makurdi. Many of these bases contained only small installations.

The Chief-of-Staff might also recommend the disposal off of British Bulldog training aircrafts, Italian carriers and aircraft ground support G-22 and MB-339

Aermacchi, and Franco-British Jaguar, which Nigeria had acquired several units in the early 80's.

## **BURKINA FASO:**

### **Hostility**

On 22<sup>nd</sup> November, the Fighting Forces, a clandestine organization in Burkina Faso, spoke out against the commitment of soldiers from Burkina Faso to Charles Taylor, leader of the National Patriotic Front of Liberia. The organisation said, Fifty-two of 250 Burkinabe soldiers sent to Liberia were killed. It also called into question many military leaders whom, it says, have offered a daily premium of 50,000 F CFA for volunteers in Liberia. Finally, it accused Mr. Taylor of having "played a role with Liberian and Camerounian mercenaries, on 15 October 1987" that is to say during the coup that claimed the life of Captain Thomas Sankara and installed to power, Captain Blaise Compaore. The journalists who stayed in the bush with Mr. Taylor had noticed many Burkinabe soldiers who provided security particularly at the residence and were protecting the movements of the head of the main armed faction in Liberia. President Compaore had officially confirmed last summer that his country was helping the NPFL.

The United States held Burkina Faso responsible for the civil war in Liberia and planned to cut nearly half a million of aid to that country. A government official said that the suspension of 450,000 dollars in aid to Burkina Faso was under consideration. This amount included a military training program. 9.5 million dollars in aid was budgeted for in 1990. "I think it is important to pin-

point the government of Burkina Faso", which sends Libyan weapons to warring factions "by air or road," said Assistant Secretary of State for Africa, Herman Cohen, on November 28. The government (of Burkina-Faso) "made a conscious decision a year ago to support Charles Taylor," he added. The Secretary of State said that during a tour of West Africa in September, he had informed Blaise Compaore that the United States disapproved of "the policy of sending arms from Libya to the FNPL, and that, if he continued, bilateral relations could deteriorate."

#### **IVORY COAST:**

##### **Re-election**

Mr. Felix Houphouet-Boigny was reelected president with 81.68% of the votes cast, according to final election results of October 28, declared by the Supreme Court on November 7. The President who was in his seventh term has obtained 2,445,363 votes against 548,441 to Professor Laurent Gbagbo, leader of the People's National Front. 4,408,810 voters were registered to vote in this latest elections for two candidates. The abstention rate reached 30.54%.

On 7<sup>th</sup> November, Alassane Ouattara who was 48 years old, and chairman of the Inter-ministerial Coordinating Committee for the stabilization and economic recovery programme was appointed prime minister by President Felix Houphouet-Boigny. This appointment, which took place twenty-four hours after the creation of the post of prime minister was announced at the end of an extraordinary cabinet meeting.

##### **New Government**

On 30<sup>th</sup> November, Prime Minister Alassane Ouattara, formed his government reducing it to 19 ministers, said Mr. Auguste Miremont, a spokesman for Prime Minister and Minister of Communication. The following table shows the composition of that government.

### **The New Ivorian Government**

Here is the composition of the new Ivorian government appointed November 30 by President Felix Houphouet-Boigny upon the advice of the Prime minister, Mr. Alassane Dramane Ouattara.

Prime Minister, Minister of Finance and Economic Planning: Mr. Alassane Dramane Ouattara;

Deputy Minister to the Prime Minister, in charge of the Economy, Finance, Trade and Planning: Mr. Daniel Duncan Cablan;

Deputy Minister to the Prime Minister in charge of Raw Materials: Mr. Guy-Alain Emmanuel Gauze;

Minister of Defence: Mr. Leon Konan Koffi;

Minister of Foreign Affairs: Mr. Amara Essy;

Minister of Interior and Security: Mr. Emile Constant Bombet;

Minister of Justice Mrs. Jacqueline Lehoues-Oblé;

Minister of Education: Mr. Vamoussa Bamba

Minister of Scientific Research, Vocational and Technical Education:

Mr. Alassane Salif-N'diaye;

Minister of Agriculture and Animal Resources: Mr. Lambert Kouassi Konan;

Minister of Health and Social welfare: Mr. Frederick Francois Alain Ekra;

Minister of Communication, Government Spokesman: Mr. Auguste

Miremont Severin;

Minister of Infrastructure, Transport and Tourism: Mr. Adama Coulibaly;

Minister of Environment, Planning and Construction: Mr. Ezani Ekélé;

Minister of Employment and Civil Service: Mr. Patrice Kouame;

Minister of Culture: Mrs. Henriette Diabaté Dagri;

Minister of Women's Affairs: Mrs. Claire Therese Elisabeth Grah;

Minister of Post and Telecommunications: Mr. Yao Kouassi Nicolas Akon;

Minister of Youth and Sports: Mr. Djédjémei Diby.

**BENIN:**

**Death**

On 19<sup>th</sup> November, a soldier, Etienne Amoussou, who was 23 years old, died at a hospital in Montpellier (southern France) after passing out on the eve of a cross country race organised by the Midi-Libre daily newspaper in which he took part. After being conveyed to the regional hospital of Montpellier, this



soldier who participated in the race with friends of the School of Infantry Application of Montpellier, could not be saved.

## **CAMEROON:**

### **Trust**

On 30<sup>th</sup> November, the Head of State, Paul Biya in Yaounde said he trusted the army and its leaders for the country "to remain a free and peaceful state". Mr. Paul Biya, who presided over the ceremony of the 25th promotion of cadets of the Military School of armed Forces of Cameroon, praised the end of the Cold War between Eastern and Western Europe, welcoming the fact that disarmament and development efforts have taken precedence over the war. The head of state, however, denounced the "many conflicts which still exist in Africa," adding that for its part, "Cameroon harbors no ambition for power." This new promotion, called "Unity and Solidarity", comprised 29 officers, among whom were four Beninois and Nigeriens.

## **SENEGAL**

On 18th November, President Abdou Diouf left Jeddah in western Saudi kingdom after a three-day visit during which he held talks with King Fahd, about the Gulf crisis and the relationship among Islamic countries. In Saudi Arabia, Mr. Diouf also met the exiled Emir of Kuwait, Sheik Jaber Al Ahmed As Sabah, with whom he discussed the report of the sixth Islamic summit, originally scheduled in January in Dakar. The summit, which was to bring together heads of state of 45 members of the organization of the Islamic Conference, had been postponed indefinitely due to "the situation created by

the Iraqi occupation of Kuwait" on August 2. Kuwait has been holding the presidency of the Islamic Conference, since 1987. Back from Japan, where he attended the ceremonies of the coronation of the Emperor, the head of state had also on the 17th inspected the 500 soldiers of the Senegalese contingent stationed in Saudi Arabia as part of the multinational force. During this inspection, Mr. Diouf witnessed a military exercise conducted by a group of the contingent from his country.

### **Readiness to Increase Quota**

On 19<sup>th</sup> November, President Abdou Diouf announced upon his return to Dakar after a three-day visit to Saudi Arabia that Senegal was prepared to increase the size of its contingent sent on Saudi territory in order to protect the holy places of Islam in the context of the Gulf crisis.

On the night of November 28 to 29, three people including two policemen belonging to the mobile intervention group were killed in Ziguinchor, with automatic weapons in an attack by the Casamance separatists. The third victim of this attack which happened at 11:00 GMT, was an unidentified woman. The onslaught left several people wounded and were evacuated to the regional hospital of Ziguinchor.

### **MALI:**

#### **Border Issues**

On 26<sup>th</sup> October, in Gao, the Interior ministers of Algeria, Mali and Niger, three countries confronted with the problem of Tuareg nomads, reaffirmed

their commitment to keep their borders under surveillance following a one-day meeting. Ministers: Mr. Mohamed Salah Mohamedin (Algeria), Colonel Moussa Ongoiba (Mali), Commander Taudia Mamadou (Niger) assessed the tripartite cooperation, especially since the meeting in Tamarasset (Algeria) in June on the movement of people and goods as well as development in border areas. Colonel Ongoiba suggested the proliferation of mobile patrols on both sides of the frontier, sensitising border residents on the compliance with laws and regulations in the countries of the region, strengthening cooperation to fight effectively against the smuggling of drugs and contraband goods. The nomadic Tuareg were in rebellion against the state. Bamako accused Libya of arming Tuaregs who for several months, have harassed government troops in the region of the Adrar of the Iforas in the northeast, near the border with Algeria and Niger. These clashes have already registered hundreds of death, both civilian and military.

#### **SIERRA LEONE:**

##### **Replacement**

On 25<sup>th</sup> October, a Nigerian ship from Freetown, arrived in the late afternoon carrying about 30,000 bags of rice and a large shipment of cooking oil supplied by the United Nations' World Food Programme, for thousands of Liberians trapped in Monrovia. The officers of the ship (the NSS) stated that the loading, which lasted three days, was expedited after reports that 50 Liberians were dying of hunger each day in Monrovia.

On the other hand, *We Yone*, a newspaper loyal to the ruling party, reports that Lieutenant-Colonel Hanicles Modu, the commander of the Sierra Leonean contingent with ECOMOG had been replaced. The newspaper gave no reason for the resignation, but stated that Lieutenant Colonel Marray Conteh could succeed him as commander. Colonel Conteh left Freetown on the 27th, on board the Ambe. Colonel Hanicles participated in the expeditionary force since he was sent to Liberia, on August 24, by ECOWAS. According to family sources of the Colonel, the news had it that his health had been bad "for some time," while other sources reported of disagreements between him and the Nigerian ECOMOG commander, Joshua Dongonyaro.

### **Threat**

On 11<sup>th</sup> November, in an interview with the daily independent New Citizen, President Joseph Momoh described the threat to bomb the airport in Freetown as uttered by Charles Taylor, head of the largest rebel movement in Liberia as "an act of ingratitude and cowardice." Mr. Taylor had said on November 1st, during a BBC broadcast, that he could not see himself "refraining from destroying the Freetown International Airport, which serves as the base for the strength of the West African peacekeeping force, allowing them to launch raids in Liberia and killing defenceless children and civilians." President Momoh said: "Charles Taylor more than anyone else should be aware of the problems he has created per his war in Liberia. We sweat profusely in order to help his people. Our social services have suffered setbacks and even our economy is undermined." With regard to the air strikes that could be carried out by Mr.

Taylor against Sierra Leone, the president added, "it will not be easy, even if he has MIG 17 or MIG 20 warplanes. In addition, such raids would be viewed as a declaration of war against the five countries that are participating in the peacekeeping force of West Africa. "

### **Reinforcement**

Security has been strengthened following the recent threats of Charles Taylor, the leader of the NPFL, said a spokesman for the police. Charles Taylor had threatened to attack Sierra Leone for the fact that ECOMOG was using the Freetown airport to launch air strikes against his positions. Since the end of the first half of November, the authorities have deployed 800 men armed with heavy artillery in Kailahun, on the border with Liberia, 465 miles East of Freetown.

### **LIBERIA:**

#### **Foreign Mercenaries**

Foreign mercenaries were fighting alongside the rebels of Charles Taylor, after having been trained in weapon handling; This was confirmed by ECOWAS on November 12, claiming it was unaware of the nationality of the mercenaries.

Two Nigerian Alpha jets were damaged at the beginning of last week, during an ECOMOG air attack against a convoy of armored vehicles, sent to help the troops of Charles Taylor's NPFL; it was announced on October 25. However,

both pilots were able to safely return their damaged fighter jets to their base in Freetown. During that attack, the convoy which was traveling between the port of Buchanan and the town of Gbargna, home of Charles Taylor, was completely destroyed. However, a spokesman for the government vehemently denied that the rebel troops of Charles Taylor have shot down Nigerian fighter jets belonging to the ECOMOG, as announced earlier this week, by the radio of the NPFL.

On 26<sup>th</sup> October, a team of Doctors Without Borders, who had to withdraw from an area held by the rebels of Charles Taylor, was able to return after contacts with the guerrillas. About 11 to 15 members of DWB were forced to retreat recently from Kakata Fendal Hospital, Bensonville and Harbel. They were threatened, and particularly a Belgian, by the NPFL rebels aged between 10 to 15 years and who were exhibiting anti-American sentiments and, by extension, anti-white. These delegates of different nationalities: American, Belgian, Spanish, Liberian, and Dutch, had been under threats at various check points. The DWB stated "The problem is being resolved". The team would define a new program with the rebels, members of DWB, who were distributing food and offering medical care, and would now be moving in the area would no more be stationed permanently in hospitals, as they had done until now.

On November 1, ten soldiers of the peacekeeping force of West Africa were in a critical condition in a military hospital near Freetown, Military sources in Sierra Leone told AFP. According to them, wounded soldiers were transported on 31 October to Freetown by a Nigerian military helicopter after being hit by

"flashes following a series of bombing by ECOMOG at Charles Taylor's rebel held zone". "Nearly 40 other soldiers of ECOMOG suffered minor injuries," the sources said, without specifying the exact location of the incidents.

On the evening of October 31, General Dogonyaro held a meeting with members of the interim government under the designated presidency of Prof Amos Sawyer, according to sources close to the said government that was set up in the Sierra-Leonean capital. "Dogonyaro informed the officials about the military situation in Monrovia and they discussed the eventual movement of the government to the Liberian capital," the sources said. "We are awaiting the green light from ECOMOG in Monrovia," said the minister of Foreign Affairs of the interim government, Mr. Baccus Matthews.

According to the port authorities, on 2<sup>nd</sup> November, some 1500 Liberian refugees arrived in Freetown on board the Nigerian warship Ambe, bringing to nearly 20,000 people, the total number of Liberians and West Africans evacuated by sea over the last six weeks. One of 800 Liberians who arrived by ship said Monrovia was "a ghost town haunted at night, by bands of armed robbers from the Liberian regular army" loyal to President Samuel Doe.

In addition, a spokesman for the Ministry of Foreign Affairs of Sierra Leone announced that a delegation of five members of ECOWAS was going to Tripoli at the end of the week to hold talks with Colonel Gaddafi about the situation in Liberia. He said the delegation was to "persuade Colonel Gaddafi to stop providing arms to the rebels of Charles Taylor".

On 7<sup>th</sup> November, James Spriggs Payne Airport in Monrovia, which had been closed since early summer because of fighting between government forces and rebel forces had to be reopened to welcome helicopters and light aircrafts, said a spokesman of ECOMOG. He added that the airport located four kilometers East of the presidential palace had been used earlier on by the African force to evacuate wounded soldiers. ECOMOG had taken control of the airport in mid-October.

The small airport in Monrovia called Spriggs Payne was reopened on 7<sup>th</sup> November to light aircraft flight. According to African diplomats, the only international airport in Monrovia, that of Robertsfield would not be reopened in the near future due to significant damage that its equipment had suffered. The airport had been used in recent months by the National Patriotic Front of Liberia for the delivery of weapons from Libya and Burkina Faso. In addition, information from the border area of Sierra Leone with Liberia indicated that the Sierra Leonean authorities were henceforth preventing NPFL rebels from crossing the border to stock up on Sierra Leonean soil.

On November 7, the chief of staff of the West African force, General Cyril Iweze announced in Lagos that the interim government of Professor Amos Sawyer would officially be inaugurated the following week in Monrovia. The head of one of the rebel factions, Prince Johnson cooperated with ECOMOG to ensure the establishment of the new government. Many supporters of Charles Taylor gave their support to the ECOMOG forces. The brand and type of



weapons seized from the rebels were of Libyan origin, according to the general who gave no other details. This had allowed a number of losses in the ECOMOG which he described as appreciable, adding that the figure was around 2% of the workforce. ECOMOG soldiers numbered 7000.

On 8<sup>th</sup> November ECOMOG forces had pushed Charles Taylor's NPFL to over 60 km to the East and West of Monrovia and controlled the national radio station in Paynesville. However, the radio, which had stopped broadcasting, remained closed.

On 9<sup>th</sup> November, the troops of the peacekeeping force of West Africa found some shell casings bearing Libyan inscriptions that was launched by the National Patriotic Front which they believe is the formal evidence that Libya was supporting the movement. The NPFL had received for several months, weapons emanating from Libya and Burkina Faso. According to African diplomats, many of the NPFL rebels crossed into eastern Liberia to avail themselves in Ivory Coast. One diplomat said the ECOMOG troops who had pushed the rebels from Monrovia, were heading for Katakata, 55 kilometers North of the capital where many Nigerians were being held hostage by rebels led by Charles Taylor.

A source close to the federal government disclosed on November 15 that ECOMOG could act as a national army of the country for a transitional period. This possibility featured during a discussion that Professor Amos Sawyer, the Interim President, had with General Ibrahim Babangida and Vice President Augustus Aikomu.

On 16<sup>th</sup> November, ECOMOG carried out a new air raid against the port of Buchanan. The attack was led by two Nigerian aircrafts that took off from the capital of Sierra Leone, "successfully attacking Military facilities and returning safely to their base without blemish."

On 16<sup>th</sup> November, the two main ports of Buchanan under the control of rebels (NPFL) were designated as war zones, the Representative of the West African peace keeping force in Freetown, Mr. Joshua Iroha told AFP, "A warning has been issued to all merchant ships so that they would avoid the area," he said.

Mr Iroha remarked that this decision was part of the ECOMOG's plan to cut supply of weapons of NPFL stating that ECOWAS has evidence that the weapons were transported to Buchanan by some African countries that he did not name. Charles Taylor's rebels were well established in Buchanan, located a hundred kilometers East of the capital, the largest and most important ore extraction complex in the country, which served as a base to facing ECOMOG troops deployed in the area of Monrovia.

On 17<sup>th</sup> November, ECOMOG troops were blocking the port of Buchanan, sources in Lagos, close to the Nigerian federal government said. The whole area and in particular the port of Buchanan, were duly banned. The same source added that ships of any origin were asked to move away. The warning had been given before the air raid conducted in the afternoon of November 14 in the port of Buchanan by five Alpha jets of the Nigerian Air Force, the same source indicated. The Nigerian planes had "completely destroyed" a ship suspected of ferrying arms to the forces of Charles Taylor. On the same day,

the Defense Minister of the NPFL said in the program Focus on Africa on The BBC, that the ship destroyed by the Nigerian Air Force was transporting food and relief items.

The intelligence reports had indicated to the Commander of ECOMOG that its cargo was actually armament, said one source close to the Nigerian government.

Dissident rebel leader, Prince Johnson Yorma handed over to the command of ECOMOG, seventeen NPFL fighters that he had captured, the Nigerian news agency (NAN) announced on November 17. Prince Johnson personally handed over the seventeen prisoners to General Joshua Dogonyaro, the Nigerian Commander of ECOMOG operations, in response to peace initiatives taken by ECOMOG and its calls for the end of hostilities. He said, according to NAN, which had a special correspondent in Monrovia. Charles Taylor's fighters were captured the same day during clashes with the independent NPLF forces of Prince Johnson fighting alongside ECOMOG. Many of them, some of whom had deserted the camp of Charles Taylor, launched an appeal to their compatriots who were still fighting to disarm.

On 18<sup>th</sup> November, Western Diplomats disclosed in Freetown that the situation in Monrovia remained rather precarious as a result of sporadic gunshots and harassment perpetrated by the armed forces. Besides, two nigerian journalists on arrival in Monrovia on the 17<sup>th</sup>, revealed the actual losses among the nigerian troops in the ECOMOG forces. They disclosed that four of the soldiers were killed in Paynesville, 15 kilometres East of Monrovia. They

added that the rebels were making skirmishes to destroy the national radio station controlled by the ECOMOG.

One of the journalists confirmed having visited a morgue in Monrovia "where more than 50 bodies of the Nigerian soldiers were to be flown back to Abuja (Nigeria) for burial. He added that at least three hundred (300) Nigerian soldiers who had sustained serious injuries were on admission in ECOMOG Military Hospital.

On 18<sup>th</sup> November, Professor Amos Sawyer gave details on the call for a cease-fire he had launched in Accra on the 15 and in which he asked the ECOMOG forces "to remain on the defensive "in their struggle against Charles Taylor's NPFL. According to an official of the peacekeeping force, that call caused "shock and dismay" in the ECOMOG rank. During the press conference, the interim president stated: "We do not in any way say to ECOMOG to abandon its role as protector, to allow weapons to be smuggled into Buchanan, or let the weapons crowd into the churches of Gbarnga (headquarters of Charles Taylor). There is no difference of opinion between us and ECOMOG. We still believe that the military aspect of the struggle should serve to support efforts to achieve a political solution. That's why we asked ECOMOG to take a defensive posture to indicate that we are on a peace mission, Professor Sawyer said, adding: "We are not asking anyone not to defend himself, but the goal of ECOWAS is to achieve a political solution and it is normal to start with a cease-fire "

The air raids carried out by Nigerian ECOMOG planes at the harbor of Buchanan claimed many victims, mostly women and children. Nigerian pilots "were not aiming at specific targets and they dropped bombs that caused massive destruction near the port. These raids were carried on the 14 and 15 November. Military officials of ECOMOG had intimated that the said raids were aimed at military installations and ships carrying arms to rebel forces. Two boats that were in port at the time of the attack immediately made their way to Côte d'Ivoire. One of them, carrying food items including rice, was bombed.

On 19<sup>th</sup> November, five civilians were killed including a child aged ten, and four others wounded in the harbor area of Monrovia. That was the second consecutive day of bombardment by the rebels of the National Patriotic Front. A soldier of ECOMOG was also killed. The rebels used a Soviet made rocket launcher -type M-21, mounted on truck chassis, launching 40 missiles of 122 millimeters as far as 20 kilometers. The rockets were launched at a distance of 10 kilometers from the center of the capital, probably Brewersville, north of Monrovia, an area that ECOMOG claimed it was controlling.

On 20<sup>th</sup> November, the captains of the two ships who were attacked the previous week in the port of Buchanan denied in Abidjan having transported weapons for the rebel National Patriotic Front of Charles Taylor. "We were carrying empty containers, as well as rice and medical equipment," they explained to AFP journalists, after a special visit of their cargo, the African Camelia, made especially by members of the United States Embassy. The two ships flying the Liberian flag, had already sent humanitarian aid to Buchanan

on several occasions. They were strafed by two Nigerian ECOMOG planes that have made several low flight. They received bursts of rockets, but no one was injured aboard the two ships, which left the port immediately after the attack.

Nigeria was not recording any loss among the planes involved in Liberia under the banner of ECOMOG, reaffirmed in Lagos by General Joshua Dogonyaro, operational commander of the peacekeeping force of ECOWAS. "Nothing happened to any device used in the operations of ECOMOG," the General told journalists, according to the Daily Times and the New Nigerian, two pro-government dailies dated November 20. The rebel radio had said a month had elapsed since the NPFL shot down five ECOMOG planes belonging to Nigeria. An official denial was rebuffed by the government of Lagos, but it was recognized that two Alpha Jets were slightly affected but were able to return to their base in Freetown.

According to a source close to the Nigerian government, on **21st November** the Nigerian Minister of Foreign Affairs, commander of the standby force, Ike Chukwu had been in contact with the Libyan government about the situation in Liberia at the beginning of the week in Tripoli. The mission of the Minister was to get Libyan authorities promise to stop supplying weapons and ammunition to the troops of Charles Taylor's NPFL. These contacts were positive but the Nigerian government considered any Libyan commitment with great caution, the same source opined. General Nwachukwu had left Lagos on the 18<sup>th</sup> to Tripoli. In addition, the Commander of ECOMOG, the Nigerian General Joshua Dogonyaro, returned to Monrovia on 21, after his trip to Nigeria during the week end due to a family bereavement. On the ground, the

forces of ECOMOG were now blocking the port of Buchanan, occupying all land access.

On 22<sup>nd</sup> November, the interim government, headed by the 45 year old Professor Amos Sawyer, was officially installed in Monrovia. The ceremony was attended by Prince Johnson's rebels, soldiers of the former national army, the West African peace keeping force, diplomatic delegations from the United States, Britain, Nigeria, and Egypt, as well as distinguished personalities from the capital.

Professor Amos Sawyer and Vice-President, Bishop Ronald Diggs, were sworn into office during a special session of the interim Assembly. In his speech, Prof. Sawyer said that the national morale was low. The chairman of the interim government asked Mr. Taylor to demonstrate his patriotism by disarming. Prof. Sawyer said his government would continue its mandate to end the war, allow the return of displaced Liberians, work towards national reconciliation and eventually supervise the organization of free and fair elections.

BBC radio announced on November 23 that the ECOMOG forces had taken a school serving as arms depot for the rebels, just 20 km North of Monrovia. Quoting its correspondent in Monrovia, the BBC reported that the NPFL was planning to use the ammunition found in the school, the Ricks Institute, to launch an attack against Hotel Africa. This hotel, according to the NPFL, was the headquarters of the interim government. The ECOMOG forces had since the week end, made a breakthrough to the North.

On 25<sup>th</sup> November, the African diplomats reported in Freetown that life was gradually returning to normal in Monrovia. The presidential palace that the interim president Amos Sawyer visited on the 22, after receiving the keys from the hands of the head of the former national army, the AFL, General Hezekiah Bowen was undergoing a clean-up. The body of an unidentified man was found inside the building. In the minds of the diplomats, the critical problem faced by the government of Mr. Sawyer was: "When and how to disarm the forces of the AFL and those of Prince Johnson?" According to them, "the two parties were currently seeking how to have control over the army yet to be restored now that the interim board of defense of General Bowen has been dissolved." The onus was on Prof. Sawyer to decide who would lead this new army," said the diplomats.

On 25<sup>th</sup> November, the ECOMOG troops were preparing to take over Kakata, a stronghold of the rebel NPFL, located North of Monrovia. ECOMOG also announced: "clean-up exercises were continuing in the area of the Ricks Institute school", located about six miles Northwest of the capital, seized by the troops of ECOMOG on the 22<sup>nd</sup>. One soldier was killed and three others wounded during these operations. The victims who were all of Nigerian nationality were flown back to Lagos via Freetown. The ECOMOG secretariat also renewed its call for all international shipping companies, that no boat should approach the port of Buchanan. "Buchanan is a war zone and is under the constant surveillance of ECOMOG," said the secretariat adding that the port was being used by Libya and Burkina Faso to supply weapons to the rebels.



In addition, two Nigerian pilots were reprimanded for causing an incident in Sierra Leone which killed a Muslim cleric in Bo, 240 kilometers from Freetown. Witnesses said the pilots, whose assignment included the conduct of surveillance missions on the border between Liberia and Sierra Leone, terrorized the city of Bo, by flying at very low altitude. A Sierra Leonean, Lansana Fofana Alhadji, was knocked aground by a heart-attack. "When the planes came, we panicked: we believed that Taylor had begun to carry out his threat to bomb Sierra Leone, because we allowed planes to take off from here to bomb his camp," said one witness.

### **Cease-fire**

On 28<sup>th</sup> November, a complete cease-fire was officially signed in Bamako by the three warring factions following an extraordinary summit of the ECOWAS on Liberia. The agreement was signed in the presence of journalists and several other witnesses namely, Mr. Charles Taylor on behalf of the National Patriotic Front of Liberia, and Mr. Noah Bordolo for the Independent National Patriotic Front of Prince Johnson, Captain Wilmot Diggs for the Liberian Armed Forces and ECOWAS represented by its President, the Gambian Head-of-State, Sir Dawda Jawara.

On 27<sup>th</sup> November, in Bamako, the National Patriotic Front accused the ECOWAS force of bombing Grand Mount and surrounding areas of Lofa, a town near the border of Sierra Leone. The Minister of Defense of the Front, Tom Woewiyu protested against the fact that ECOMOG was bombing towns in Liberia, while the mediation committee of ECOWAS was holding peace talks with the NPFL. "Innocent civilians are at the mercy of a barrage of bombs

dropped by the same people who preach peace in Liberia, he said. Tom Woewiyu said he had been informed of these ECOMOG bombings via radio contact with the military commanders of the areas held by the NPFL. It has not been possible to obtain official confirmation of the shelling from ECOMOG in Bamako. Visibly upset, Mr. Woewiyu said he had informed the Executive Secretary of ECOWAS, Dr. Abass Bundu, about the bombings, asking him if he sincerely desired peace. "We are appealing to our brothers and African leaders to find a lasting solution to the Liberian crisis, if they still care," he added. Mr. Woewiyu was part of a high powered delegation led by rebel leader Charles Taylor, who took part in the extraordinary summit of the body on the Liberian conflict in Bamako.

On 30<sup>th</sup> November, in Monrovia, Prince Johnson's men killed five soldiers of the former president, Samuel Doe, despite the cease-fire. The BBC reported that Prince Johnson had ordered an attack against the Ministry of Defense, after being informed that the Armed Forces of Liberia were preparing an ambush against his troops. Prince Johnson declared: "We will continue to fight until the interim government decide whether to use my army or the AFL. Mr. Doe did not go to Banjul to elect an interim government, it is we who have elected the interim president, Mr. Amos Sawyer. "

On 1<sup>st</sup> December, ECOMOG had begun to disarm, arrest and imprison soldiers of the Independent National Patriotic Front (INPLF) of Prince Johnson and the Armed Forces of Liberia (AFL), the remnants of President Doe's army, after clashes during which they had violated the cease-fire on November 30. Since the coming into force of these measures which could also apply if necessary to

the men of Charles Taylor, Prince Johnson was confined to his base in Caldwell, near Monrovia, and the AFL in its barracks in the centre of the city, said General Joshua Dogonyaro, the Nigerian operational commander of ECOMOG.

The disarmament began around 4pm, while guns were still booming and continued, although skirmishes have ceased. Professor Amos Sawyer, Chairman of the interim government had ordered the leaders of both factions to withdraw their troops from the streets of Monrovia, and leave the capital in the hands of ECOMOG to maintain order in the city. One aspect of the cease-fire agreement signed in Bamako by all the parties, empowered ECOMOG to disarm the factions. Dozens of soldiers of the INFL and the AFL were arrested and taken to the headquarters of ECOMOG. General Dogonyaro explained that these were men who had been found in the streets of Monrovia, in contravention of the presidential orders. ECOMOG has disarmed them "because it could not sit back and watch the collapse of a cease-fire achieved painstakingly," he added.

The watermark is a large, semi-transparent crest of the University of Cape Coast. It features a yellow eagle with wings spread, perched on a shield. The shield is divided into three horizontal sections: a top red section, a middle white section with blue wavy lines, and a bottom yellow section containing a red stylized figure. A red banner at the bottom of the shield contains the word 'NOBIS' in white. Two red banners on the sides contain the words 'VERITAS' and 'LUMEN' respectively.

## REFERENCES

Catford J.C., 1965, *A Linguistic Theory of Translation*. London, Oxford University Press

Gile D., 1995, *Basic Concepts and Models for Interpreter and Translator Training*, Amsterdam / Philadelphia, John Benjamins.

“Importance of Translation Theory”. [on line] linguistblog.com. Retrieved, July 9, 2013. Available: <http://www.apnetstyle.org/>.

Larousse, dictionnaire du français contemporain, 1971.

Lederer M., 1984, *Interpreter pour traduire*, Paris, Didier Erudition, 3ème edition.

Mounin G., 1963, *Les problèmes théoriques de la traduction*, Paris, Gallimard.

Nida E., 1964, *Toward a science of Translating*, Leiden, E.J. Brill.

Nida, E. et Taber, C. 1969, *The Theory and Practice of Translation*, Leiden, E.J. Brill.

Vinay, J.P., et Darbelnet, J. 1958, *Stylistique comparée du français et de l'anglais: Méthode de traduction*, Paris, Didier; Montréal, Beauchemin.

